

NB

667

8, a

Cat. 12a

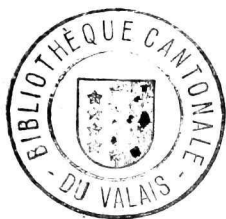
CHARLES PATA

Médiathèque VS Mediathek



1010913416

CODE CIVIL.



3112

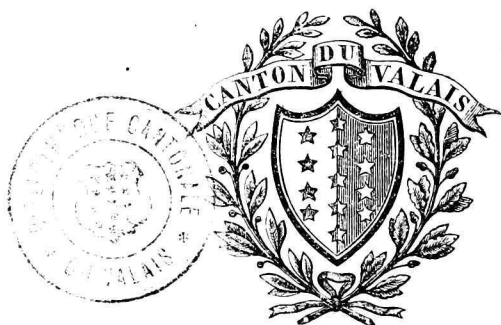
CODE CIVIL

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON

DU VALAIS.

Edition officielle.

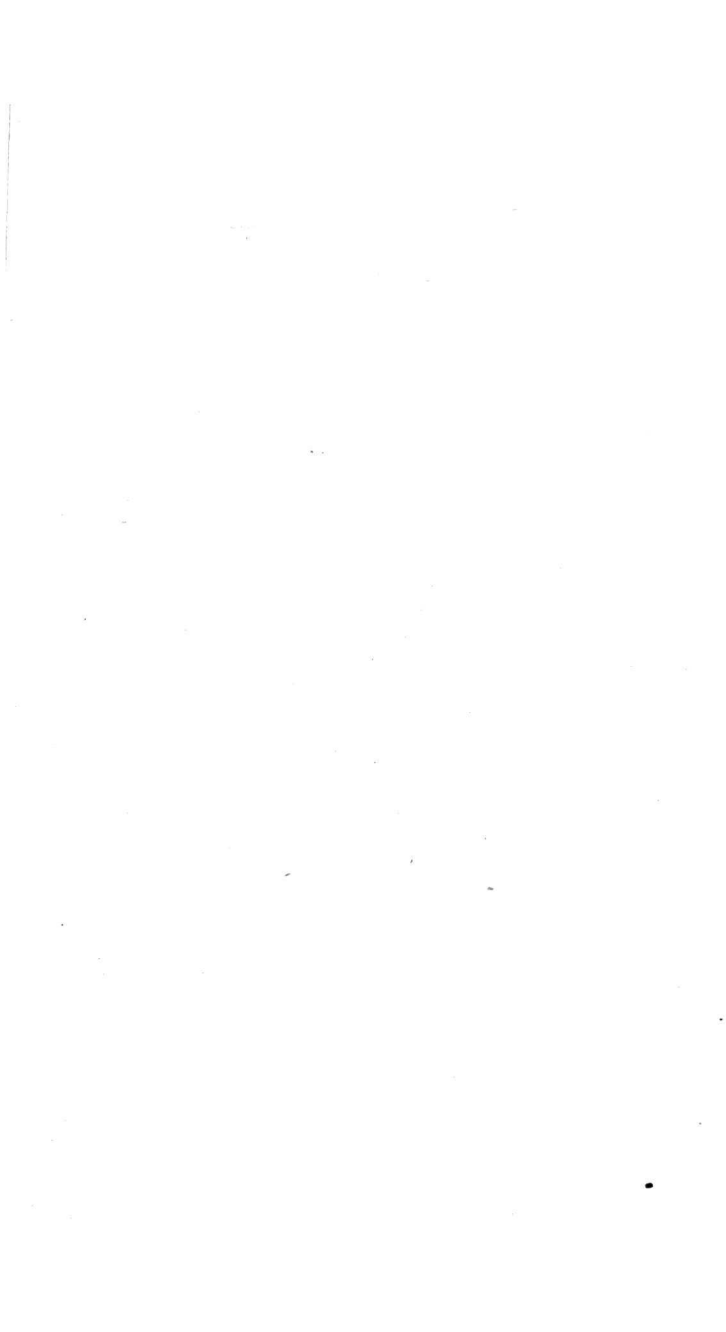


SION,
IMPRIMERIE DE CALPINI-ALBERTAZZI.

—
1846.



NB 667/8a



CODE CIVIL.

TITRE PRÉLIMINAIRE.

DES EFFETS ET DE L'APPLICATION DES LOIS EN GÉNÉRAL.

ART. 1^{er}. La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.

2. Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire du Canton.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi du Canton.

Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Valaisans, même résidants en pays étranger.

3. Les actes doivent être faits selon les formes prescrites dans les pays où ils sont passés.

4. On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

5. Dans les questions qui ne peuvent être résolues ni par le texte, ni par l'esprit de la loi, on a recours aux principes généraux du droit.



LIVRE PREMIER.

DES PERSONNES.

TITRE PREMIER.

DE LA JOUISSANCE ET DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

CHAPITRE 1.

De la jouissance des droits civils.

6. Tout citoyen valaisan jouit des droits civils.
7. Les habitans perpétuels jouissent de

droits civils, sauf les exceptions portées par la loi.

8. L'étranger ne jouira que de ceux des droits civils qui sont accordés aux Valaisans dans l'Etat auquel appartient cet étranger.

Néanmoins, l'étranger ne pourra jamais invoquer la réciprocité, pour jouir de droits plus étendus, ou autres que ceux dont les Valaisans jouissent dans le Canton; et cette réciprocité ne pourra s'appliquer aux cas pour lesquels la loi a spécialement disposé d'une autre manière.

9. L'Etat, les communes, les corporations et les sociétés autorisées sont considérés comme des personnes morales, qui jouissent des droits civils, sous les modifications portées par les lois.

10. L'enfant à naître jouit des droits

civils dès le moment où il a été conçu, pourvu qu'il naisse viable.

Dans le doute, est présumé viable celui à l'égard duquel il y a preuve qu'il est né vivant, sauf ce qui est réglé pour le cas prévu au N° 3 de l'art. 113.

11. L'existence et la mort d'une personne, ainsi que la circonstance qu'une personne a survécu à une autre, doivent, dans le doute, être prouvées par ceux qui y ont intérêt, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

12. Lorsque plusieurs personnes périssent dans un seul et même événement, dans le doute, l'on doit présumer que le majeur a survécu au mineur; entre plusieurs mineurs, le plus âgé au plus jeune; entre plusieurs majeurs, le plus jeune au plus âgé. En cas d'incertitude sur l'âge des décédés, l'on présume qu'ils sont tous morts au même instant.

13. Tout enfant né d'un Valaisan en pays étranger, est Valaisan.

14. L'enfant exposé, né de père et mère inconnus, trouvé sur le territoire du Canton, est citoyen Valaisan.

15. La femme suit la condition de son mari.

CHAPITRE II.

Des effets de la naturalisation en pays étranger et de la privation des droits civils.

16. Le citoyen Valaisan naturalisé en pays étranger, est privé de l'exercice de ses droits politiques et de la jouissance de ses droits utiles de bourgeoisie ou de communauté.

17. Le citoyen Valaisan naturalisé à l'é-

tranger, ainsi que ses descendans jusqu'à la deuxième génération inclusivement, peuvent recouvrer leurs droits en rentrant dans le Canton avec l'intention d'y fixer leur domicile.

18. Les enfans du citoyen Valaisan naturalisé en pays étranger, conservent l'exercice des droits mentionnés en l'art. 16, tant qu'ils sont domiciliés en Valais.

19. L'habitant perpétuel qui se fait naturaliser à l'étranger, perd son droit de manence en Valais.

20. Les enfans de l'habitant perpétuel naturalisé à l'étranger, nés antérieurement à cette naturalisation, conservent leur droit de manence en Valais tant qu'ils y sont domiciliés.

Ceux de ces enfans qui, étant mineurs, auront suivi leur père à l'étranger, pour-

ront recouvrer leur droit de manence en rentrant dans le Canton, pour y fixer leur domicile, avant l'âge de 25 ans révolus.

21. La perte des droits civils ou de leur jouissance a également lieu en vertu de condamnations, mais seulement de la manière et dans les cas déterminés par le Code pénal.

22. Le condamné à la peine de mort est privé des droits suivans :

Il perd la possession et la jouissance de tous ses biens, et il ne peut en aucune manière en disposer ;

Il ne peut succéder ;

Il ne peut acquérir ni par donation entre vifs, ni par acte de dernière volonté, si ce n'est pour cause d'alimens ;

Il ne peut disposer ni par donation en-

tre vifs, ni par acte de dernière volonté, des biens qu'il aurait acquis par la suite;

Il ne peut exercer les droits de la puissance paternelle, ni donner son autorisation ou consentement aux actes qui concernent l'intérêt de sa femme ;

Il perd les droits que la loi lui accorde sur les biens de sa femme; la communauté d'acquêts entre époux est dissoute;

Il ne peut être nommé tuteur ni curateur, ni faire partie d'un conseil de famille ;

Il ne peut être témoin ;

Il ne peut procéder en justice, ni en demandant ni en défendant, que sous le nom et par le ministère d'un curateur.

23. Les autres peines auxquelles est attachée la perte, en tout ou en partie,

des droits mentionnés en l'article précédent, sont déterminées par les lois.

24. Les condamnations n'emportent la perte de ces droits que dès le moment où le jugement est passé en force de chose jugée.

25. Dans le cas d'exécution de la peine de mort, la succession du condamné est dévolue aux héritiers appelés par la loi à lui succéder *ab intestat*, au moment de l'exécution, et les dispositions de dernière volonté qu'il aura faites antérieurement, demeurent sans effet.

26. Si la condamnation à la peine de mort ne peut être exécutée, les biens que le condamné possédait à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, seront administrés et ses droits seront exercés de la même manière que ceux des

absens. Il en sera de même dans tous les cas de condamnation à d'autres peines emportant privation des droits mentionnés en l'art. 22.

27. Les héritiers légitimes du condamné, à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, pourront, dans les cas prévus par l'article précédent, se faire immédiatement envoyer en possession provisoire de ses biens, dont tous les fruits leur appartiendront.

Cependant ceux qui, par la suite, seraient habiles à exclure les héritiers envoyés en possession, ou à concourir avec eux, pourront obtenir l'envoi en possession provisoire, après avoir justifié, en contradictoire de ces derniers, que le condamné était vivant à l'époque où leur droit a été acquis, sans qu'ils puissent

néanmoins prétendre à la restitution des fruits perçus par les précédens administrateurs.

Ces administrateurs seront d'ailleurs soumis à toutes les charges et obligations imposées par la loi à ceux qui auront obtenu l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent.

28. L'époux du condamné pourra, à la même époque, exercer ses droits légaux et conventionnels.

29. La succession des condamnés dont il s'agit en l'art. 26, ne s'ouvrira qu'au moment de leur décès, soit relativement aux biens qui leur appartenaient à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, soit par rapport à ceux qu'ils posséderaient au moment du décès.



TITRE II.

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL ET DE LEUR RECTIFICATION.

30. L'état civil des personnes est constaté par des actes de naissance, de mariage et de décès, inscrits sur des registres spécialement destinés à cet effet.

Des dispositions particulières régleront tout ce qui y est relatif.

31. Les extraits de ces registres font foi comme les actes publics.

32. Dans le cas où il n'y aurait pas de registres, ou qu'un acte y aura été omis, ou ne s'y trouvera plus inscrit, les naissances, mariages et décès pourront être prouvés, soit par titres, soit par témoins ou

par des écrits émanés des père et mère décédés.

33. Tout dépositaire des registres de l'état civil est civilement responsable des altérations qui y surviennent, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs de ces altérations.

34. Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, donnent lieu aux dommages-intérêts des parties, sans préjudice de l'action au criminel.

35. Il ne peut être apporté aucun changement aux inscriptions une fois faites des actes de l'état civil, sans l'intervention des parties intéressées.

36. La rectification ne peut dans aucun temps être opposée aux parties intéressées qui n'y ont pas été appelées.



TITRE III.

DU DOMICILE.

37. Le domicile civil de tout Valaisan est au lieu où il a son principal établissement.

38. Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

39. La preuve de l'intention résulte d'une déclaration expresse, faite tant au président de la commune que l'on quitte, qu'à celui du lieu où l'on a transféré son domicile.

40. A défaut de déclaration, le nouveau

domicile est censé établi par le fait du séjour et le transport du principal établissement, depuis une année révolue.

41. La femme mariée n'a pas d'autre domicile que celui de son mari.

Si la femme est légalement séparée de corps et de biens, son nouveau domicile est au lieu de son principal établissement.

42. Le mineur non émancipé a son domicile chez ses père et mère ; il conserve ce domicile même après leur décès.

Le majeur interdit conserve le domicile qu'il avait avant son interdiction.

43. Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, ont le même domicile que la personne qu'ils servent, ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils

demeurent avec elle dans la même maison.

44. Le citoyen appelé à des fonctions publiques conserve le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas fait de déclaration contraire.

45. Le lieu où la succession s'ouvre est déterminé par le domicile du défunt.

46. Lorsqu'un acte contient, de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte, dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte, peuvent être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.

47. Le mineur ne peut changer son domicile sans le consentement de son tuteur et l'autorisation du juge de première instance.

48. L'absent qui n'a pas établi son domicile en pays étranger, conserve le domicile qu'il avait avant son départ.

TITRE IV.

DES ABSENS.

CHAPITRE I.

De la présomption d'absence.

49. S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne qui a cessé de paraître dans le Canton, dont on n'a pas de nouvelles et qui n'a pas constitué de procureur, il lui sera nommé un curateur sur la demande des personnes intéressées, ou même d'office.

50. Ce curateur est , quant à l'administration qui lui est confiée et aux comptes de sa gestion, soumis aux mêmes obligations qu'un tuteur.

51. Les enfans mineurs et les femmes des présumés absens seront pourvus de tuteur ou de conseil judiciaire.

CHAPITRE II.

De la déclaration d'absence.

52. Lorsqu'une personne aura cessé de paraître dans le pays , et que depuis dix ans, qu'il ait constitué un procureur ou non, on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le juge de première instance du dernier domicile dans le Canton, de la personne présumée absente, afin que l'absence soit déclarée.

53. Pour constater l'absence , le juge de première instance, sur une requête écrite, ordonnera qu'une enquête soit faite contradictoirement avec le ministère public.

54. L'ordonnance d'enquête sera publiée aux criées ordinaires du dernier domicile et insérée au bulletin.

55. Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après l'insertion de l'ordonnance d'enquête dans le bulletin.

En statuant, le juge aura égard aux motifs de l'absence, et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

56. Le jugement de déclaration d'absence ne sera exécutoire qu'après avoir été publié aux criées du dernier domicile, et inséré au bulletin.

CHAPITRE III.**DES EFFETS DE L'ABSENCE.****SECTION I.**

Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles.

57. Lorsque le jugement de déclaration d'absence sera exécutoire, les héritiers présomptifs au jour des dernières nouvelles ou, si l'on n'en a pas reçu, au jour de la disparition de l'absent, pourront se faire envoyer en possession provisoire de ses biens.

Le testament, s'il en existe un, sera ouvert à la réquisition des parties qui croi-

raient y avoir intérêt, ou à la demande du ministère public, et transcrit, s'il est olographe, dans les registres du greffe.

Les légataires, les donataires, ainsi que tous ceux qui auraient sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès, pourront aussi les exercer provisoirement.

58. Ceux qui, en vertu de l'article précédent, auront obtenu la mise en possession des biens de l'absent, ne pourront obtenir l'administration de ces biens qu'après avoir fourni une garantie suffisante.

59. A l'époque de la mise en possession provisoire, l'époux présent exercera ses droits légaux et conventionnels, à la charge de donner une garantie suffisante pour les choses susceptibles de restitution.

La communauté d'acquêts, si elle existe, cessera dès cette époque.

60. La possession provisoire n'est qu'un dépôt, qui donne à ceux qui l'obtiennent l'administration des biens de l'absent, s'ils ont fourni les garanties requises, et qui les rend comptables envers lui ou les ayant droit, en cas qu'il reparaisse, ou qu'on ait de ses nouvelles.

61. Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire devront faire procéder à l'état estimatif des biens meubles et immeubles, ainsi qu'à l'inventaire des titres de l'absent, en présence du rapporteur ou d'une personne choisie par lui, dans la commune où l'état estimatif doit être dressé. Cet état et cet inventaire seront transcrits dans les actes du greffe.

Tous les frais faits à cet égard seront pris sur les biens de l'absent.

Le juge ordonnera, s'il y a lieu, de

vendre tout ou partie du mobilier. Dans le cas de vente, il sera fait emploi du prix, ainsi que des revenus échus.

62. Les ascendants et les descendants qui, par suite de l'envoi provisoire, auront joui des biens, ne seront point tenus de rendre les revenus, en cas de retour de l'absent.

Les autres personnes qui, par suite de l'envoi provisoire, auront joui des biens de l'absent, ne seront tenues de lui rendre compte que de la moitié des revenus nets, s'il reparaît avant trente ans révolus, depuis le jour de sa disparition, ou celui de ses dernières nouvelles.

S'il ne reparaît qu'après le terme de trente ans, la totalité des revenus leur appartiendra.

63. Tous ceux qui ne jouissent qu'en

vertu de l'envoi provisoire, ne peuvent aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent, à moins qu'il n'y ait nécessité ou utilité évidente pour celui-ci. Dans ce cas, l'autorisation du juge est nécessaire, et la vente se fait d'après le mode fixé pour les biens des mineurs.

64. Si, avant l'envoi définitif, il se présente quelqu'un qui établisse qu'à l'époque de la disparition ou des dernières nouvelles, il avait un droit préférable ou égal à celui de la personne qui a obtenu l'envoi provisoire, il pourra exclure celle-ci de la possession ou s'y faire associer ; mais il n'aura aucun droit aux fruits qui, en vertu de l'art 62, auront été acquis avant la demande judiciaire.

65. Si l'absence, depuis l'envoi provisoire, a continué pendant trente ans, ou s'il s'est écoulé quatre-vingt-dix ans révo-

lus depuis la naissance de l'absent, les cautions et les autres sûretés seront dégagées; la succession sera ouverte du jour de la disparition ou des dernières nouvelles; les ayant-droit pourront demander le partage des biens de l'absent, et faire prononcer l'envoi en possession définitif.

L'envoi définitif sera, ainsi que l'envoi provisoire, prononcé contradictoirement avec le ministère public.

Le jugement ne sera exécutoire qu'après avoir été rendu public par l'insertion au bulletin et une publication aux criées du dernier domicile de l'absent.

66. Si le décès de l'absent est prouvé, la succession sera ouverte, du jour de ce décès, en faveur de ceux qui, à cette époque, étaient habiles à succéder; et ceux qui auraient joui des biens de l'absent se-

ront tenus de les restituer, sous la réserve des fruits par eux acquis en vertu de l'art. 62.

67. Si l'absent reparaît, ou si son existence est prouvée pendant l'envoi provisoire, les effets du jugement qui aura déclaré l'absence cesseront; sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures conservatoires, prescrites au chapitre 1^{er} du présent titre, pour l'administration de ses biens.

68. Si l'absent reparaît, ou si son existence est prouvée, même après l'envoi définitif, il recouvrera ses biens dans l'état où ils se trouveront, et le prix de ceux qui auront été aliénés. Si ce prix a été employé à l'acquisition d'autres biens, il pourra réclamer les biens provenant de l'emploi.

69. Les descendants de l'absent pour-

ront également , dans les trente ans à compter de l'envoi définitif , demander la restitution de ses biens, comme il est dit à l'article précédent.

70. Après le jugement de déclaration d'absence , toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été envoyés en possession des biens et qui en auraient l'administration. Mais si l'administration ne leur est pas confiée , les poursuites seront dirigées contre le curateur qui administre les biens de l'absent.

71. Si les héritiers présomptifs, les légataires, donataires ou autres, qui ont sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès, ne veulent ou ne peuvent fournir les garanties prescrites, il sera nommé un curateur pour l'administration de ces biens.

72. Le curateur rendra compte des revenus à ceux à qui ils appartiennent en vertu de l'art. 62.

Il sera fait emploi de la part des revenus réservée à l'absent; et les revenus qui en proviendront appartiendront en entier à ceux qui auront obtenu la mise en possession provisoire.

73. La curatelle sera renouvelée comme la tutelle.

74. La curatelle cessera lors de l'envoi en possession définitif.

75. Un salaire sera alloué au curateur, et il se prélèvera sur la part des revenus qui revient à ceux qui ont obtenu la mise en possession provisoire.

SECTION II.

Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent.

76. Quiconque réclame un droit échu

à un individu dont l'existence n'est pas reconnue, doit prouver que cet individu existait quand le droit a été ouvert; jusqu'à cette preuve, il n'est pas recevable dans sa demande.

77. S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle est dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut. Les descendants de cet individu seront toutefois admis à le représenter comme s'il était décédé, dans les cas et suivant les règles de la représentation en matière de succession.

Dans ces cas, ceux à qui la succession est dévolue, sont tenus à fournir des garanties suffisantes pour en assurer la restitution, cas échéant, et de faire procéder

à l'inventaire conformément à l'art. 61.

78. Les dispositions des deux articles précédens ont lieu sans préjudice des actions en pétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compéteront à l'absent, s'il reparaît, ou qu'on ait de ses nouvelles, ou à ses représentans ou ayant-cause, et ne s'éteignent que par le laps de temps établi pour la prescription.

79. Tant que l'absent ne se représente pas, ou que les actions ne sont point exercées de son chef, ceux qui ont recueilli la succession gagnent les fruits par eux perçus de bonne foi.

TITRE V.

DU MARIAGE.

CHAPITRE I.

*Des qualités et conditions requises pour
donner au mariage des effets civils.*

80. Les qualités et conditions requises pour donner au mariage des effets civils seront réglées par une loi particulière.

CHAPITRE II.

Des obligations qui naissent du mariage.

81. Les époux contractent ensemble , par le seul fait du mariage , l'obligation

de nourrir, entretenir et élever leurs enfans.

82. L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

83. Les enfans doivent des alimens à leurs père et mère et aux autres ascendants qui sont dans le besoin.

84. Le gendre et la bru doivent également, et dans les mêmes circonstances, des alimens à leur beau-père et belle-mère, mais cette obligation cesse :

1° Lorsque la belle-mère a convolé en secondes nûces ;

2° Lorsque celui des deux époux qui produisait l'affinité, et les enfans issus de son union avec l'autre époux sont décédés

85. Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

86. Les alimens ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit.

87. Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des alimens est remplacé dans un état tel que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

88. Celui qui doit fournir les alimens a le choix, ou de satisfaire à cette obligation moyennant une pension alimentaire, ou de recevoir et entretenir, dans sa demeure, la personne qui a droit aux alimens.

Le juge pourra cependant, suivant les circonstances, déterminer le mode de prestation des alimens.

CHAPITRE III.*Des droits et des devoirs respectifs des époux.*

89. Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

90. Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari.

91. La femme est obligée d'habiter avec le mari et de le suivre partout où il jugera à propos de résider: le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

92. La femme ne peut intenter une action ou y défendre sans l'autorisation de son mari. S'il ne veut la lui accorder, ou si la femme a une action à intenter

contre son mari, le conseil de famille peut l'autoriser.

93. L'autorisation du mari n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle ou de police.

94. La femme majeure ne peut passer aucun contrat , ni autrement s'obliger , sans l'autorisation de son mari.

Si la femme est mineure, il faut de plus l'autorisation du conseil de famille.

95. Si le mari est placé sous tutelle, curatelle, ou conseil judiciaire, ou pourvu d'un administrateur provisoire , ou s'il est intéressé, la femme ne pourra agir qu'avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée, sauf ce qui est dit à l'art. 317.

Il en sera de même de la femme séparée de biens.

96. Les actes que la femme passera

avec son mari ou en faveur de son mari , devront être ratifiés par le conseil de famille et homologués par le juge.

97. Dans les cas où , suivant les articles 92 et 96 , la femme a recours au conseil de famille, les parens du mari ne pourront pas en faire partie; mais le mari sera entendu ou appelé.

98. Les actes de pure administration des biens de la femme sont exercés par les représentans du mari placé sous tutelle , curatelle, ou conseil judiciaire, ou pourvu d'un administrateur provisoire , sauf ce qui est dit au premier alinéa de l'art. 349.

99. La femme , si elle est marchande publique, peut , sans l'autorisation de son mari, s'obliger et ester en jugement pour ce qui concerne son négoce.

Elle n'est réputée marchande publique

que lorsqu'elle fait un commerce séparé, et non lorsqu'elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari.

100. Toute autorisation donnée en général, et même stipulée par contrat de mariage, est sans effet.

Un mandat spécial du mari absent équivaut à son autorisation.

101. La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers.

102. La femme peut tester sans l'autorisation de son mari.

CHAPITRE IV.

Des secondes noces.

103. La femme qui contracte un se -

cond mariage avant dix mois révolus depuis le décès de son mari, perd tous les avantages qu'elle avait obtenus de son premier mari, tant en vertu des conventions matrimoniales, que par disposition de dernière volonté.

Elle sera de plus privée des droits que la loi accorde à l'époux survivant sur les biens de l'époux prédécédé.

Les conventions matrimoniales du second mariage sont, en outre, nulles, tant pour l'un que pour l'autre des époux.

104. Celui qui, ayant des enfans d'un mariage, en contracte un nouveau, perd, au profit des enfans qu'il a eus avec l'époux donateur prédécédé, la nue propriété de tout ce qu'il a reçu de la libéralité de ce dernier : il n'en recouvre pas la propriété même en cas de prédécès des dits enfans.

105. La disposition de l'article précédent n'est pas applicable au cas où l'époux prédécédé aura expressément déclaré dans les conventions matrimoniales, ou par acte de dernière volonté , que le survivant conservera la propriété des biens ci-dessus désignés , lors même qu'il contracterait un nouveau mariage.

CHAPITRE V.

Des effets civils de la séparation de corps.

106. Si la séparation de corps a été prononcée pour cause de peine infamante, de changement de religion, d'adultère, de sévices ou d'excès, ou pour cause de menaces ou d'attentat à la vie de l'un des époux, celui contre lequel la séparation aura été admise, perdra, par le fait du jugement de séparation, tous les avantages que la loi assure au conjoint survivant sur

les biens de l'époux prédécédé , et ceux que l'autre époux avait faits par le contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté, sauf ce qui est dit à la section de la dissolution de la communauté.

L'époux contre lequel la séparation est obtenue, pourra de plus être condamné envers l'autre à une pension alimentaire, qui sera réglée d'après les besoins de l'époux innocent et les facultés de l'époux coupable.

107. Les dits avantages ne seront rétablis que dans le cas où les époux se réuniraient et habiteraient de nouveau ensemble, et où celui en faveur duquel la déchéance est encourue , renoncerait par écrit à ses droits acquis.

Cette renonciation n'exige pas d'autre consentement que celui des époux.

Néanmoins elle ne pourra avoir lieu au préjudice des droits acquis par des tiers.

108. Dans tous les cas de séparation, les enfans seront confiés à l'époux qui a obtenu la séparation, à moins que le juge n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfans, que tous ou quelques-uns d'eux soient confiés aux soins soit de l'autre époux soit d'une tierce personne.

109. Quelle que soit la personne à laquelle les enfans sont confiés, les père et mère conservent respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfans, et sont tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.

S'il ne reste rien à l'un des époux, l'autre doit supporter entièrement les frais d'entretien et d'éducation des enfans communs.

110. La séparation de corps ne privera les enfans nés du mariage d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois, ou par les conventions matrimoniales de leur père et mère; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfans que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts s'il n'y avait pas eu de séparation.

111. La séparation de corps emporte toujours séparation de biens.



TITRE VI.

DE LA PATERNITÉ ET DE LA FILIATION.

CHAPITRE PREMIER.

*De la filiation des enfans légitimes ou
nés dans le mariage.*

112. L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que pendant le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au cent-quatrevingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

113. L'enfant né avant le cent-quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari dans les cas suivans :

- 1° S'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage ;
- 2° S'il a assisté à l'acte de naissance ;
- 3° Si l'enfant n'est pas déclaré viable.

114. L'enfant d'une veuve remariée dans les dix premiers mois de son deuil , né après cent-quatre-vingts jours depuis le second mariage, est présumé, dans le doute, appartenir au second mari.

115. Ne sera pas présumé enfant du mari, l'enfant né après le délai de trois cents jours depuis la dissolution du mariage.

116. Dans tous les cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire judi-

ciairement, dans les deux mois dès la naissance de l'enfant, s'il se trouve sur les lieux de la naissance;

Dans les trois mois après son retour, si, à l'époque de la naissance, il est absent;

Dans les trois mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

117. Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant aura été en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

118. L'action sera dirigée contre le tuteur de l'enfant nommé *ad hoc*, la mère à ce appelée.

CHAPITRE II.

Des preuves de la filiation des enfans légitimes.

119. La filiation des enfans légitimes se prouve par les actes de naissance.

120. A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

121. La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent les rapports de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

Que l'individu a toujours porté le nom
du père auquel il prétend appartenir;

Que le père l'a traité comme son en-

fant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société ;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

122. S'il existe des enfans issus de deux individus qui aient vécu publiquement comme mari et femme, et qui soient tous deux décédés, la légitimité des enfans ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de preuve de la célébration du mariage , toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance.

123. Les enfans nés d'un mariage nul sont considérés comme légitimes , si les

deux époux, ou l'un deux, l'ont contracté de bonne foi.

124. Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son acte de naissance et la possession conforme à ce titre.

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

125. A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constans, sont assez graves pour déterminer l'admission.

126. Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille , des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

127. La preuve contraire pourra se faire par témoins et par tous autres moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir , ou même , la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

128. L'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

129. L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

130. Cette action ne peut être intentée par les héritiers ou descendans de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les trois ans après sa majorité.

131. Les héritiers ou descendans peuvent suivre cette action, lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement, ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

CHAPITRE III.

Des enfans naturels.

SECTION I.

De la légitimation des enfans naturels.

132. Les enfans naturels peuvent être

légitimés par mariage subséquent ou par un décret du Grand-Conseil.

133. Les enfans naturels sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, même lorsqu'il y a eu un mariage intermédiaire entre la naissance de l'enfant et le mariage qui opère la légitimation.

134. La légitimation par mariage subséquent n'aura lieu qu'en faveur des enfans légalement reconnus par leurs père et mère, avant le mariage ou lors de sa célébration, ou qui auraient été adjugés avant cette époque.

135. Les enfans dont les père et mère, ou l'un d'eux seulement, étaient, à l'époque de la conception, engagés dans les liens du mariage avec une autre personne, ne peuvent être légitimés par mariage subséquent.

136. Cette légitimation peut avoir lieu même à l'égard des enfans naturels décédés, et elle profite à leurs descendans.

137. Les enfans ainsi légitimés ont, dès le jour du mariage, les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

138. La légitimation par le Grand-Conseil pourra être accordée sur la demande de l'enfant naturel ou d'un de ses parens.

139. Le père et la mère, quoique mineurs, peuvent consentir à la légitimation de l'enfant naturel.

140. Le père et la mère du légitimé peuvent donner leur consentement même postérieurement à la légitimation.

141. Les effets de la légitimation par

le Grand-Conseil, sont réglés au titre des successions.

SECTION II.

De la reconnaissance et de l'adjudication des enfans naturels.

142. La paternité de l'enfant naturel s'établit par la reconnaissance du père, ou par la déclaration de la mère dans les douleurs de l'enfantement, ou par preuves, si cette déclaration n'a pas eu lieu.

143. La reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par acte authentique ou sous seing-privé.

144. La mère fera sa déclaration de paternité dans les douleurs de l'enfantement, en indiquant le temps et le lieu de la cohabitation, et en affirmant que pen-

dant le temps qui a couru depuis le 300^e jour avant la naissance de l'enfant , elle n'a eu commerce avec aucun autre homme qu'avec celui qu'elle désigne comme père.

Cette déclaration sera faite sous serment, en présence d'un membre du conseil, ou du châtelain, ou du vice-châtelain de la commune où les couches ont lieu, et de deux témoins.

Ne peuvent être admis comme témoins ceux qui se trouvent dans un des cas de récusation mentionnés au code de procédure civile, et les femmes, si ce n'est à défaut d'hommes.

S'il y a impossibilité de réunir, lors des douleurs de l'enfantement , l'un des dits fonctionnaires et les deux témoins, la déclaration sera faite de la manière ci-des-

sus, dans les quarante-huit heures après la naissance de l'enfant.

145. Le fonctionnaire et les témoins, requis d'assister à une déclaration de paternité, sont tenus de déférer à cette réquisition, sous peine de dommages-intérêts.

Le fonctionnaire présent doit de plus, à la requête de la fille, lui administrer le serment, sous la peine ci-dessus mentionnée.

146. La mère n'est pas croyable dans sa déclaration de paternité :

1° Si cette déclaration n'a pas été faite conformément à l'art. 144, sans préjudice à la preuve mentionnée à l'article 147 ;

2° Si elle a varié dans sa déclaration au sujet de la paternité;

3° Si, à l'époque indiquée de la cohabitation, l'une ou l'autre partie était mariée , ou engagée dans les ordres sacrés, ou liée par des vœux solennels de profession religieuse, sauf ce qui est dit à l'article 147. ;

4° Si le prétendu père n'avait pas seize ans accomplis à l'époque indiquée de la cohabitation, et si la mère en avait vingt-trois accomplis ;

5° Si la mère est imbécille, ou qu'elle se trouve dans un état mental tel que le serment ne puisse pas lui être confié ; de même si l'accusé est imbécille ou qu'il se trouve dans un état mental tel qu'il ne puisse faire valoir ses moyens de défense ;

6° Si l'action est intentée contre un décédé ;

7° Si l'époque des couches ne se

rapporte pas à celle de la cohabitation par elle indiquée;

8° Si le défendeur établit :

a) Que la mère a cohabité charnellement avec un autre homme ;

b) Que, par suite d'un commerce illégitime, elle a déjà été enceinte antérieurement ;

c) Qu'elle n'est pas d'une conduite irréprochable sous le rapport des mœurs, ou qu'elle a été condamnée à une peine infamante ;

d) Qu'à l'époque indiquée de la cohabitation il était, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec la mère de l'enfant.

147. La preuve par témoins consistera à établir que le prétendu père a cohabité

charnellement avec la mère à une époque assez rapprochée pour le rendre père de l'enfant.

A défaut de la preuve de cette cohabitation, le tribunal aura égard aux présomptions violentes, telles que celles qui résulteraient d'actes illicites ou de relations suspectes, suffisantes pour fonder sa conviction.

La déclaration de paternité doit en ce cas être appuyée par le serment supplétif de la mère.

148. Aucun autre serment que ceux mentionnés aux art. 144 et 147, ne doit être admis.

149. L'action en paternité doit être intentée dans les trois mois qui suivent la naissance de l'enfant; passé ce terme, elle ne sera plus admise.

Cette action peut être formée par la mère, sans qu'elle ait , à cet effet , besoin d'autorisation.

150. Le prétendu père devra réclamer, par exploit de citation, contre l'action en paternité, dans les trois mois dès sa notification.

151. S'il ne réclame pas dans le terme et de la manière fixés à l'article précédent, il sera présumé avoir reconnu la paternité, et ne sera plus admis à la contester.

152. L'action en paternité d'une étrangère au Canton contre un Valaisan ne sera admise qu'autant que l'étrangère prouvera que cette action serait aussi admise dans son pays en faveur d'une Valaisanne contre un ressortissant du dit pays.

153. L'action en paternité et toute cause qui s'y rattache seront portées devant le tribunal au correctionnel du dixain où le défendeur a son domicile, ou devant celui du domicile de la mère, au choix de celle-ci.

154. La fille enceinte devra faire sa déclaration de grossesse au châtelain de son domicile ou au grand-châtelain de son dixain, avant le 210^e jour depuis la conception présumée, sous peine de huit francs d'amende.

SECTION III.

De l'état civil, de l'entretien et de l'éducation des enfans naturels.

155. L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime.

156. Tout enfant naturel est à la charge

de la mère, si la paternité n'en a été constatée par reconnaissance ou adjudication.

157. L'enfant naturel dont la paternité est constatée, porte le nom de son père et devient ressortissant de la commune paternelle.

Il est à la charge de la mère pendant les deux premières années : en cas d'insuffisance de la part de la mère, le père y pourvoit ; il doit de plus une indemnité de vingt-quatre francs pour les frais de couche.

158. Après la seconde année, le père est tenu de fournir à l'entretien de l'enfant et de lui procurer une éducation convenable, jusqu'à ce qu'il soit en état de pourvoir lui-même à ses besoins.

Si le père est hors d'état de supporter cette charge en tout ou en partie, il y sera pourvu par la mère.

159. Si le père, quoique appartenant au canton, n'est ressortissant d'aucune commune, l'enfant appartient à la commune de la mère, tant que le père n'aura pas acquis de droit à une commune.

160. L'enfant naturel, dont le père n'est pas connu, porte le nom de sa mère et devient ressortissant de la commune de celle-ci.

La mère est tenue de fournir à son entretien et de lui donner une éducation convenable, jusqu'à ce qu'il soit en état de pouvoir lui-même à ses besoins.

161. Si le père possède plusieurs droits de commune ou de manence perpétuelle, l'enfant naturel acquiert le droit d'habitation perpétuelle dans toutes ces communes.

Cette disposition s'applique également

au cas où un enfant naturel, n'ayant pas de père connu, la mère se trouverait posséder plus d'un droit de communauté ou de manence perpétuelle.

TITRE VII.

DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

162. L'enfant doit, à tout âge, honneur et respect à ses père et mère.

163. Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

164. Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.

165. L'enfant mineur, non émancipé, ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.

166. Le père qui a des sujets de mé-

contentement très-graves sur la conduite d'un enfant mineur, non émancipé, peut porter ses plaintes au juge de première instance, sur le préavis duquel le tribunal civil du dixain peut autoriser la détention de l'enfant pendant deux mois au plus.

Le juge et le tribunal entendent l'enfant avant de proposer et de décréter la détention. Si, étant appelé, l'enfant fait défaut, il sera amené devant eux.

Il n'y aura aucune formalité judiciaire, ni écriture, si ce n'est la proposition et l'autorisation de la détention.

La décision du tribunal est définitive.

167. Le père est tenu de payer tous les frais auxquels la demande en détention a donné lieu et de fournir à l'enfant des alimens convenables.

168. La mère survivante et non re-

mariée peut aussi demander la détention de son enfant.

169. Les dispositions des articles précédens sont communes aux pères et mères des enfans naturels reconnus ou adjudés.

170. Si, après sa sortie, l'enfant tombe dans de nouveaux écarts, la détention pourra de nouveau être ordonnée de la manière prescrite à l'art. 166.

171. Le père ou la mère qui a requis la détention, ou le tribunal qui l'a autorisée, peuvent toujours la faire cesser.

172. Le père, durant le mariage, et après le décès de l'un des époux, le survivant des père et mère aura la jouissance des biens des enfans nés du mariage, jusqu'à leur majorité ou leur émancipation.

La mêmes droits appartiennent à la

mère dans le cas où l'absence du mari aurait été déclarée.

Lorsque l'enfant sera demeuré dans la maison de ses père ou mère, après sa majorité ou son émancipation, cette jouissance sera présumée avoir continué, s'il n'y a convention contraire.

173. Les charges de cette jouissance sont :

- 1°. Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers ;
- 2°. Le payement des intérêts des capitaux ;
- 3°. La nourriture, l'entretien, et l'éducation des enfans, selon leur fortune et condition ;
- 4°. Les frais funéraires, et ceux de maladie.

Cependant les père et mère ne sont pas tenus de fournir caution, sauf ce qui est dit à l'article 182.

174. Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel la séparation de corps et de biens aura été prononcée pour les causes énoncées à l'article 106, à moins que les enfans ne soient confiés à ses soins en vertu de l'art. 108.

175. Cette jouissance cesse à l'égard de la mère qui convole en secondes noces.

176. La jouissance du père et de la mère ne s'étendra pas aux biens que les enfans pourraient acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas : mais cette condition est sans

TIT. 7. *De la puissance paternelle.* 73

effet quant aux biens qui doivent former leur légitime.

177. Les revenus des biens soustraits à la jouissance du père ou de la mère, supporteront proportionnellement les charges dont il est fait mention à l'article 173.

178. Le père est de plus administrateur des biens de ses enfans mineurs.

Il est comptable quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et, quant à la propriété seulement, des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

179. Le père majeur représente ses enfans mineurs non émancipés dans tous les actes civils. Il ne peut cependant aliéner, obliger ni hypothéquer les biens dont il a l'usufruit ou l'administration, si ce

n'est en cas de nécessité ou d'utilité reconnue et avec l'approbation du juge et du conseil de famille.

180. Si les intérêts de l'enfant mineur sont en opposition avec ceux de son père, il est donné à l'enfant un curateur spécial.

181. Le père doit faire inventaire des biens de ses enfans, tant de ceux dont il a l'usufruit, que de ceux dont il n'a que l'administration.

Le juge veille à l'accomplissement de cette obligation.

Un double de l'inventaire doit être déposé aux archives de la commune.

La même obligation incombe à la mère qui a la jouissance des biens de ses enfans.

182. Si le père n'offre pas de garantie et met en péril les biens de ses enfans, il est tenu de les assurer convenablement par cautionnement ou d'une autre manière.

S'il ne peut fournir des sûretés suffisantes, il sera nommé un tuteur aux enfans, sans préjudice du droit que le père peut avoir sur les revenus.

Si le père réclame, le cas est porté devant le juge de première instance qui prononce sauf appel.

183. Le père n'est tenu de rendre compte de son administration qu'à ses enfans devenus majeurs ou émancipés, ou à leurs ayant-droit, sauf dans le cas où il contracterait un nouveau mariage.

184. Le père pourra être privé de la puissance paternelle et de ses droits, dans les cas suivans :

1°. S'il s'est rendu coupable d'excès ou de sévices graves envers ses enfans ;

2°. S'il a été condamné à une peine infamante, pendant ou après le mariage.

En ce cas, l'enfant sera pourvu d'un tuteur, à moins qu'étant âgé de dix-huit ans, il ne soit jugé capable d'être émancipé.

La mère pourra également être privée des mêmes droits, si elle se trouve dans l'un ou l'autre des cas établis en cet article.

185. La capacité ou l'incapacité des fils de famille, par rapport à certains contrats, est réglée par les titres du code qui y sont relatifs.

TITRE VIII.

DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE,
ET DE L'ÉMANCIPATION.

CHAPITRE I.

De la minorité.

186. Le mineur est l'individu de l'un ou l'autre sexe, qui n'a point encore vingt-trois ans accomplis.

CHAPITRE II.

De la tutelle.

SECTION I.

De la manière dont la tutelle est déférée.

§. 1.

De la tutelle testamentaire.

187. Le père a le droit de choisir un tuteur à ses enfans mineurs.

A défaut de tuteur choisi par le père, le même droit appartient à la mère survivante, non remariée.

188. Ce tuteur ne pourra être nommé que par acte de dernière volonté.

189. Si le père avait nommé sa femme survivante tutrice de leurs enfans, cette nomination sera soumise à la confirmation du conseil de famille, sauf appel au tribunal du dixain qui statuera définitivement.

190. Le père ainsi que le conseil de famille pourront adjoindre à la mère tutrice un conseil spécial sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.

Si les actes, pour lesquels le conseil est nommé, ont été spécifiés, la mère tutrice

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 79

sera habile à faire les autres sans son avis.

191. La mère ne pourra, sans motifs suffisans, refuser la tutelle, sauf dans le cas prévu à l'article 195.

192. La mère tutrice sera soumise, quant à l'administration des biens de ses enfans, aux règles prescrites aux autres tuteurs.

193. La mère tutrice perdra de plein droit la tutelle si elle met au monde un enfant illégitime.

194. Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, avant la célébration du mariage, faire convoquer le conseil de famille qui décidera si la tutelle doit lui être conservée.

A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de plein droit, et son nouveau mari sera solidairement reponsable de toute

les suites de la tutelle qu'elle aura induement conservée.

195. Lorsque le conseil de famille conservera la tutelle à la mère, il lui donnera nécessairement pour co-tuteur le second mari qui devra intervenir dans tous les actes de l'administration, et deviendra solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage.

Les significations, auxquelles cette gestion pourra donner lieu, seront faites à tous les deux.

196. Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des individus qui, à défaut de cette élection spéciale, auraient pu en être chargés.

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 81

§. 2.

De la tutelle des ascendants.

197. A défaut de tuteur testamentaire, la tutelle appartient de droit aux ascendants tant paternels que maternels. S'ils sont plusieurs, le conseil de famille désignera celui d'entre eux qui devra gérer la tutelle.

§. 3.

*De la tutelle déferée par le conseil
de famille.*

198. A défaut d'ascendants mâles et de tuteurs testamentaires, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées, se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après ou valablement excusé, il sera pourvu, par le conseil de famille, à la nomination d'un tuteur.

Toute personne pourra dénoncer au juge le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur.

199. Dans le choix d'un tuteur, le conseil de famille se conformera aux règles établies ci-après.

200. La tutelle sera déférée aux héritiers présomptifs du mineur, en choisissant premièrement le tuteur dans la ligne paternelle, et ensuite dans la ligne maternelle, et ainsi alternativement jusqu'à la majorité du mineur.

201. La disposition de l'article précédent est applicable au mari de l'héritière présomptive, mais seulement dans le cas où celle-ci est vivante, et, si elle est décédée, dans celui où il y a des enfans vivans de ce mariage qui sont héritiers présomptifs du mineur.

202. Si, dans le nombre des héritiers présomptifs, il ne s'en trouvait pas dans le cas de gérer la tutelle, on y appellera le parent ou l'allié le plus proche en degré, en commençant du côté paternel, et en alternant ainsi qu'il est dit à l'article 200.

On continuera de procéder ainsi en appelant successivement tous les parens et alliés habiles, jusqu'au huitième degré inclusivement, sauf ce qui est dit à l'art. 225.

203. Si dans une ligne il n'y a pas d'héritiers présomptifs à qui la tutelle puisse être déférée, les héritiers de l'autre ligne en seront exclusivement chargés.

204. Lorsque tous les parens et alliés d'une ligne ont fait leur tour de tutelle, ils ne peuvent être rappelés à un nouveau

tour pendant que tous ceux de l'autre ligne n'ont pas encore subi la tutelle.

205. Si le conseil de famille s'écartait des règles ci-dessus établies, il sera procédé comme il est dit aux articles 226 et suivans.

206. Si le mineur n'a pas de parens ou alliés qui puissent être chargés de la tutelle en vertu des dispositions du présent code, le tuteur sera choisi hors de la parenté.

207. Dans les cas d'urgence, où il y a impossibilité de réunir le conseil de famille, le juge pourra nommer un tuteur provisoire, pour procéder aux actes qui ne souffrent pas de retard.

208. La tutelle est une charge personnelle qui ne passe point aux héritiers du

tuteur. Ceux-ci seront seulement responsables de la gestion de leur auteur.

SECTION II.

Du subrogé tuteur.

209. Dans toute tutelle, il y aura un subrogé tuteur. Ses fonctions consistent à agir pour les intérêts du mineur lorsqu'ils se trouvent en opposition avec ceux du tuteur; à provoquer la nomination d'un nouveau tuteur, dans le cas où la tutelle serait vacante ou abandonnée, et à surveiller la gestion.

210. Le subrogé tuteur est nommé de la même manière que le tuteur.

211. Lorsque les fonctions de tuteur seront dévolues à une personne de l'une des qualités exprimées aux §§. 1 et 2 de

la section précédente, et qu'il n'y aura pas de subrogé tuteur nommé par acte de dernière volonté, ce tuteur devra, avant d'entrer en exercice, provoquer la nomination d'un subrogé tuteur.

S'il s'est ingéré dans la gestion avant d'avoir rempli cette formalité, le conseil de famille pourra, s'il y a eu dol de la part du tuteur, lui retirer la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au mineur.

212. Le subrogé tuteur sera, autant que possible, choisi dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartient pas.

213. Les fonctions du subrogé tuteur cesseront à la même époque que la tutelle.

214. Les dispositions contenues dans les sections 4 et 5 du présent chapitre, s'appliquent aux subrogés tuteurs.

SECTION III.

De la durée de la tutelle.

215. La durée de la tutelle déferée par le conseil de famille est de deux ans. Cependant celui qui en a été chargé est tenu d'administrer jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

216. Le tuteur peut être confirmé dans ses fonctions, mais il n'est tenu de les continuer que dans le cas où il serait le seul parent ou allié habile à desservir la tutelle.

217. Le tuteur testamentaire peut se faire décharger après le laps de deux ans, et l'ascendant à l'âge de soixante cinq ans révolus.

SECTION IV.

Des causes qui dispensent de la tutelle et du refus de l'administrer.

218. Sont dispensés de la tutelle pen-

dant la durée de leurs fonctions :

- 1°. Le président du Grand-Conseil ;
- 2°. Les membres du Conseil d'Etat ;
- 3°. Le secrétaire d'Etat.

219. Sont également dispensés de la tutelle les absens du canton.

220. Les membres du Conseil d'Etat pourront se faire libérer de la tutelle qui leur aurait été déférée avant l'entrée en exercice de leurs fonctions.

Il en sera de même des individus qui seraient dans le cas de s'absenter du Canton.

221. Tout individu âgé de 65 ans accomplis peut refuser d'être tuteur ; celui qui aura été nommé avant cet âge, devra continuer jusqu'au terme de la tutelle, sauf ce qui est dit à l'article 217.

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 89

222. Tout individu atteint d'une infirmité grave et dûement justifiée, est dispensé de la tutelle.

Il pourra même s'en faire décharger si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

223. Trois tutelles sont pour toutes personnes une juste dispense d'en accepter une quatrième.

224. Celui qui, étant père, est déjà chargé de deux tutelles, ne pourra être tenu d'en accepter une troisième, excepté celle de ses descendants.

225. Les parens ou alliés, autres que l'héritier présomptif, peuvent refuser la tutelle, s'ils sont domiciliés à plus de trois lieues de l'endroit où elle s'exerce.

226. Si le tuteur nommé est présent

à la délibération qui lui défère la tutelle, il devra sur le champ, et sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles le conseil de famille délibérera.

227. Si le tuteur nommé n'a pas assisté à la délibération qui lui a déferé la tutelle, il pourra faire convoquer le conseil de famille pour délibérer sur ses excuses.

Le conseil de famille sera réuni, à la diligence du tuteur, dans le délai de huit jours, à partir de la notification qui lui aura été faite de sa nomination; lequel délai sera augmenté d'un jour par six lieues de distance entre le lieu où la tutelle a été déférée et le domicile du tuteur: passé ce terme, il sera non recevable.

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 91

228. S'il n'y a pas majorité en conseil de famille pour rejeter l'excuse , elle est censée admise.

Si l'excuse est rejetée , le tuteur pourra se pourvoir devant le juge de première instance.

La procédure, s'il y a lieu, sera instruite en contradictoire des membres qui ont rejeté l'excuse.

229. La décision par laquelle le juge admet ou rejette les excuses, n'est pas susceptible d'appel.

230. Si le tuteur parvient à se faire exempter de la tutelle , ceux qui auront rejeté l'excuse pourront être condamnés aux frais.

S'il succombe, il y sera condamné lui même.

231. Toute personne qui refusera d'administrer une tutelle qui lui est définitivement déléguée, sera passible des dommages-intérêts envers le mineur et devra de plus être condamné, au profit de la caisse des pauvres de la commune du mineur, à une amende de 30 à 100 francs.

Cette peine sera prononcée par le juge de première instance, sur la poursuite du ministère public.

Le juge est en outre autorisé à nommer un curateur, même non parent, pour gérer aux frais et sous la responsabilité du tuteur, pendant le temps que doit durer la tutelle.

SECTION V.

*De l'incapacité, des exclusions et destitutions
de la tutelle.*

232. Ne peuvent être tuteurs, ni membres des conseils de famille :

- 1°. Les mineurs, sauf ce qui est dit à l'article suivant ;
- 2°. Les interdits ;
- 3°. Les personnes placées sous conseil judiciaire, conformément à l'article 338 ;
- 4°. Les femmes autres que la mère, et les ascendantes ;
- 5°. Tous ceux qui ont, sont exposés à avoir, ou dont les père ou mère ont pareillement, ou sont exposés à avoir avec le mineur, un procès

dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis. Il en est de même de l'héritier présomptif de celui qui est, ou est exposé à avoir un procès avec le mineur.

233. Les père et mère, quoique mineurs, peuvent faire partie du conseil de famille.

234. Sont exclus de la tutelle et devront même être destitués s'ils sont en exercice :

- 1°. Les gens d'une conduite notoire ;
- 2°. Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

235. La condamnation à une peine afflictive ou infamante, et même la condamnation à une peine correctionnelle pour

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 95

vol ou faux, emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte même destitution dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déférée.

236. Tout individu qui aura été exclu ou destitué d'une tutelle, ne pourra être membre d'un conseil de famille.

237. Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitution de tuteur, le conseil de famille sera convoqué à la diligence du subrogé tuteur ou d'office par le juge.

Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette convocation, quand elle sera formellement requise par un ou plusieurs parens ou alliés du mineur.

Le tuteur sera nécessairement appelé, et il sera entendu, s'il se présente.

238. Si la majorité du conseil de fa-

mille se prononce pour la destitution, le tuteur sera nécessairement suspendu de ses fonctions et remplacé par un tuteur provisoire.

239. Si le tuteur forme opposition à la délibération du conseil de famille, la cause sera poursuivie, en contradictoire du ministère public, devant le juge de première instance qui prononcera, sauf l'appel.

Les parens et alliés du mineur pourront intervenir.

240. S'il n'y a pas majorité en conseil de famille pour l'exclusion ou la destitution, ceux qui l'ont proposée pourront porter la cause devant les tribunaux.

SECTION VI.

De l'administration du tuteur.

241. Le tuteur doit, à peine de dommages-intérêts, agir et administrer, en cette qualité, du jour de sa nomination, si elle a eu lieu en sa présence, sinon du jour qu'elle lui a été notifiée.

Il ne pourra néanmoins se saisir des papiers du mineur avant la confection de l'inventaire.

242. Le tuteur prend soin de la personne du mineur, le représente dans tous les actes civils et en administre les biens.

Le tuteur, avant d'entrer en fonctions, prête serment, entre les mains du juge, de bien et fidèlement gérer la tutelle.

243. Le tuteur ne pourra enlever au

père ou à la mère l'éducation des enfans sans cause grave, dont le conseil de famille connaîtra, sauf recours au juge de première instance , qui prononcera à charge d'appel.

244. Le tuteur qui aura de graves sujets de mécontentement sur la conduite du mineur, pourra porter ses plaintes au juge, qui procédera ainsi qu'il est dit à l'art. 166, après avoir consulté le conseil de famille.

245. Le mineur doit respect et obéissance à son tuteur ; il peut cependant porter ses plaintes au juge lorsque le tuteur abuse de son autorité ou néglige de remplir ses obligations.

246. Le tuteur administrera les biens du mineur en bon père de famille ; il répondra des dommages qui seraient résultés d'une mauvaise administration.

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 99

247. Dans les huit jours qui suivront celui où il a eu connaissance de sa nomination, le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et fera procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur, conformément au code de procédure.

Un double de cet inventaire sera déposé aux archives de la commune.

L'obligation de faire inventaire se renouvelle toutes les fois que la fortune du mineur a reçu quelque accroissement par héritage ou autrement.

Si le mineur doit au tuteur, celui-ci devra le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance, et ce, sur l'interpellation que celui qui dresse l'inventaire sera tenu de lui en faire et dont mention sera faite au procès-verbal.

248. L'inventaire sera dressé par le greffier en présence du tuteur et du subrogé tuteur.

249. Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, le tuteur fera vendre aux enchères reçues par une personne déléguée par le juge, après une taxe et deux publications qui seront faites deux dimanches consécutifs aux criées ordinaires, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature.

250. La mère tutrice, tant qu'elle a la jouissance légale des biens du mineur, est dispensée de vendre les meubles, si elle préfère de les garder.

Dans ce cas, elle est soumise aux mêmes obligations que les usufruitiers.

251. Si le mineur a seize ans révolus,

et s'il demeure dans la commune ou dans le voisinage, il devra être appelé à l'inventaire, et à la vente des meubles et des immeubles.

S'il est présent, il sera entendu dans ses observations; s'il est absent, les causes de son absence seront indiquées.

252. Le tuteur qui succède à un autre, devra recevoir l'inventaire du précédent tuteur et le vérifier.

Si le précédent tuteur, n'ayant pas encore rendu ses comptes, ne pouvait remettre un inventaire complet, il devra fournir à son successeur un état des objets qu'il lui remet, et s'en faire donner décharge.

253. Le tuteur ne doit pas détourner à son profit les deniers du mineur, et s'il le fait, il en devra l'intérêt, au taux lé-

gal , du jour de l'emploi , et pourra de plus être tenu au remboursement , à la réquisition du subrogé tuteur , du conseil de famille ou du juge.

254. Le tuteur fera emploi des capitaux, dans les trois mois dès leur rentrée; s'il ne le fait pas dans ce terme , il en devra l'intérêt dès cette époque, sauf le cas d'impossibilité reconnue par le juge, ou à moins que le conseil de famille n'eût autorisé le tuteur d'en différer l'emploi.

255. Si les revenus du mineur excèdent la dépense , le conseil de famille déterminera positivement la somme à laquelle commencera pour le tuteur l'obligation d'employer cet excédant. L'emploi devra être fait dans le délai de six mois; passé lequel le tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi , à moins que le conseil de famille, pour de justes motifs, ne l'eût

autorisé à garder les revenus pendant un terme plus long sans les employer.

256. Si le tuteur n'a pas fait déterminer la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra, après le délai de six mois, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit. Il devra les intérêts même pendant ce délai, s'il a employé pour son propre compte l'argent du mineur.

257. Le conseil de famille pourra, si la gestion est difficile et étendue, autoriser le tuteur à s'adjoindre, pour sa gestion, un ou plusieurs administrateurs particuliers, salariés et gérant sous la responsabilité du tuteur.

258. Le salaire des administrateurs particuliers sera convenu entr'eux, le tu-

teur et le subrogé tuteur, sous l'approbation du juge.

259. Le tuteur ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, sans l'autorisation du conseil de famille.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, le conseil de famille n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

Le conseil de famille indiquera, dans tous les cas, au tuteur les immeubles qui devront être vendus de préférence, et

prescrira toutes les conditions qu'il jugera utiles.

260. La vente se fera publiquement , en présence du tuteur et du juge , assisté d'un greffier, aux enchères qui auront lieu dans la commune où les biens sont situés, à la suite d'une taxe faite par deux experts, et après les publications faites trois dimanches consécutifs aux criées ordinaires de la même commune et dans celle du domicile du mineur.

Le conseil de famille pourra néanmoins ordonner que les publications et enchères soient faites dans d'autres communes, lorsque les intérêts du mineur le lui conseilleront.

261. Si la taxe de la totalité des biens, dont la vente est autorisée , excède cent francs , un double de la publication sera

inséré au bulletin officiel , huit jours au moins avant l'enchère.

262. Les formalités exigées par l'art. 259 pour l'aliénation des biens du mineur ne s'appliquent pas au cas où un jugement aurait ordonné la licitation, sur la provocation d'un co-propriétaire par indivis.

Seulement , et en ce cas , la licitation ne pourra se faire que dans la forme prescrite aux deux articles précédens : les étrangers y seront nécessairement admis.

263. Si les offres à l'enchère n'atteignent pas le prix de la taxe, il y aura une nouvelle enchère, publiée au moins six jours d'avance.

Si le prix de la taxe n'est pas offert à cette seconde enchère, le conseil de famille peut autoriser la vente au-des-

sous de la taxe , sans enchère ultérieure.

264. Le juge pourra permettre la vente des meubles , sans enchère et sans taxe, lorsqu'il le trouvera de l'intérêt du mineur.

265. Le tuteur peut concourir aux enchères. S'il devient adjudicataire, l'acte sera passé par le subrogé tuteur.

266. Les immeubles du mineur seront remis à bail aux enchères publiques, après deux publications faites deux dimanches consécutifs dans la commune du domicile du mineur, ou dans celle où les biens sont situés , selon que le juge le trouvera plus utile aux intérêts du mineur. Cependant le conseil de famille, d'accord avec le juge , peut dispenser de cette formalité.

Dans ce dernier cas , le tuteur ne peut pas devenir locataire des biens du mineur.

267. Le tuteur ne peut accepter la cession d'aucune créance contre le mineur.

268. Le tuteur ne peut accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans l'autorisation du conseil de famille.

Dans les cas douteux, le conseil de famille prescrira au tuteur de faire usage du bénéfice d'inventaire.

269. Le tuteur ne peut pas disposer des biens du mineur à titre gratuit.

Cependant le mineur peut , dans son contrat de mariage , faire des donations entre vifs en faveur de l'époux avec

l'autorisation de son tuteur , ou du subrogé tuteur , si le tuteur est intéressé directement ou indirectement.

270. Le tuteur ne peut, sans l'autorisation du conseil de famille :

Acquérir un immeuble à titre onéreux, ni accepter une donation qui imposera quelque obligation au mineur ;

Transiger et compromettre.

271. Pour obtenir, à l'égard du mineur, les mêmes effets qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être précédé d'une estimation et approuvé par le conseil de famille.

272. Le tuteur ne peut prêter aucun argent du mineur, sans hypothèque spéciale et caution solidaire.

273. Le débiteur du mineur n'est va-

lidement déchargé du capital qu'il a remboursé au tuteur, que lorsque la quittance aura été approuvée par le subrogé tuteur.

274. Le tuteur ne pourra pas plaider au nom du mineur, soit en demandant soit en défendant, ni acquiescer à une demande relative aux droits immobiliers de ce dernier, sans l'autorisation du conseil de famille.

Cependant, s'il y a péril dans le retard, il peut faire de son chef les plus urgentes démarches conservatoires ; mais il doit faire connaître ces démarches au conseil de famille, et obtenir son autorisation pour procéder ultérieurement.

Si le mineur est condamné, le tuteur ne pourra plaider en appel sans l'autorisation du conseil de famille, à peine d'être responsable des frais de l'appel.

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 111

275. Le tuteur peut faire, au nom du mineur, tous les actes de simple administration non prévus en la présente section.

276. L'engagement légal du tuteur n'oblige que les biens du mineur.

277. Les obligations des mineurs , contractées avec les formalités requises , ont le même effet que celles contractées par les majeurs.

SECTION VII.

Des comptes de la tutelle.

278. Tout tuteur est tenu de rendre compte de sa gestion, après le terme de deux ans ou à l'expiration de ses fonctions, si elles ont cessé plus tôt.

Sont exceptés les ascendans , qui ne

sont tenus de rendre compte qu'à la fin de la tutelle.

279. Toute dispense de rendre compte est de nul effet , ainsi que toute prohibition d'en exiger.

280. Le compte sera rendu au mineur devenu majeur ou au conseil de famille , si l'administration du tuteur a cessé plus tôt.

Le mineur sera nécessairement appelé, s'il a seize ans révolus.

281. Si le tuteur appelé à rendre ses comptes fait défaut , il pourra être remplacé, à moins qu'il n'ait été légitimement empêché.

Sur le second défaut, il sera nécessairement remplacé , et il sera poursuivi à la reddition de compte par le nouveau tuteur.

Il pourra de plus être dénoncé comme dépositaire infidèle.

282. Lorsque le tuteur rendra compte, il devra représenter les quittances et autres pièces justificatives, les créances, l'inventaire des biens du mineur et le compte précédent.

283. Le tuteur n'est pas responsable des meubles que le conseil de famille l'aurait autorisé de laisser à la disposition du mineur.

284. Toutes dépenses suffisamment justifiées, et dont l'objet sera utile, seront allouées au tuteur.

Les menues dépenses et celles pour lesquelles on n'est pas dans l'usage de prendre des quittances, seront justifiées par les annotations particulières du tuteur, dési-

gnant la date de ces dépenses, et soutenues, au besoin, de son serment.

285. Le solde dû par le tuteur ou le mineur sera exigible à volonté, et portera intérêt dès la clôture du compte.

Cependant, ce que le tuteur doit au mineur pour intérêts de créances et prix de locations qu'il n'a pas recouvrés, ne portera intérêt qu'une année après leur échéance.

286. Une indemnité réglée d'après le travail du tuteur, lui sera allouée par le conseil de famille.

287. Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

288. Tout traité, relatif aux faits de la tu-

telle, qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur , sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition de compte et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par une décharge en forme, dix jours au moins avant le traité.

289. Après chaque passation de compte, l'inventaire des biens du mineur sera , si de besoin, rectifié et rendu conforme au compte.

SECTION VIII.

Des conseils de famille.

290. Le conseil de famille se compose, outre le juge de première instance , de six parens ou alliés pris tant dans la commune où la tutelle sera ouverte, que dans la distance de trois lieues, moitié du côté

paternel, moitié du côté maternel , et en suivant , autant que possible , l'ordre de proximité dans chaque ligne.

Le parent sera préféré à l'allié du même degré.

291. Lorsque les parens ou alliés de l'une ou de l'autre ligne se trouveront en nombre insuffisant sur les lieux, ou dans la distance désignée à l'article précédent , le juge pourra, à son choix , appeler soit des parens ou alliés domiciliés à de plus grandes distances, soit, dans la commune même, des conseillers ou des personnes connues pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur.

292. Le juge pourra, lors même qu'il y aura sur les lieux un nombre suffisant de parens ou alliés , appeler, à quelque

distance qu'ils soient domiciliés, des parens ou alliés plus proches en degrés ou de mêmes degrés que les parens ou alliés présens; de manière cependant que cela s'opère en retranchant quelques-uns de ces derniers, et sans excéder le nombre réglé à l'art. 290.

293. Le tuteur et le subrogé tuteur seront du nombre des personnes appelées à composer le conseil de famille, en conformité de l'art. 290; sauf dans les cas d'urgence, dans ceux où ils seraient personnellement intéressés, et encore dans celui où, pour des motifs majeurs, le juge trouverait utile de ne pas les appeler.

En aucun cas le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur.

294. Le conseil de famille sera convoqué par le juge, soit sur la réquisition et

à la diligence des parens ou alliés du mineur, de ses créanciers ou d'autres personnes intéressées, soit même d'office.

La convocation aura lieu au moyen d'une invitation faite à personne ou à domicile.

Cette invitation pourra se faire sans rogatoires, quant aux parens ou alliés domiciliés hors de la commune du mineur.

295. Hors les cas d'urgence, il y aura au moins trois jours d'intervalle entre le jour de l'invitation et celui indiqué pour la réunion du conseil de famille.

Cet intervalle sera augmenté d'un jour par six lieues de distance, pour les parens ou alliés qui ne sont pas domiciliés dans la commune. On n'aura pas égard aux distances moindres de six lieues.

296. Tous les parens ou alliés du mineur, jusqu'au huitième degré inclusivement (computation civile), ont droit de se présenter au conseil de famille pour y faire leurs observations dans l'intérêt du mineur.

A cet effet, la tenue du conseil de famille sera annoncée par une publication faite aux criées ordinaires de la commune ou de la paroisse du mineur, en laissant au moins trois jours d'intervalle entre le jour de la publication et celui indiqué pour la réunion du conseil.

Cette publication n'est pas requise dans les cas d'urgence.

297. Ceux qui seront appelés au conseil de famille, suivant le mode prescrit à l'art. 294, seront tenus de s'y rendre en personne.

Cependant les parens ou alliés pourront se faire représenter par leur père ou beau-père, fils ou beau-fils, frère ou beau-frère.

Le fondé de pouvoir ne peut représenter plus d'une personne.

298. Tout individu convoqué à personne ou à domicile, qui, sans excuse légitime, ne comparaitra point, encourra une amende de quatre francs au profit de la caisse des pauvres de la commune du mineur.

Cette amende sera prononcée sans appel par le juge de première instance.

299. Si les personnes appelées à composer le conseil de famille font défaut en totalité ou en partie, le juge pourra ajourner l'assemblée, ou procéder seul, ou avec les présens, ou compléter inconti-

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 121

tiennent le conseil de famille par des parens qui se trouveront sur les lieux, et, à leur défaut, par des conseillers ou amis.

300. A chaque réunion du conseil de famille, tous les parens et alliés seront admis à faire leurs observations sur la composition de ce conseil. Si le juge trouve l'observation fondée, il peut réformer le conseil.

301. Le conseil de famille sera présidé par le juge, qui y aura voix délibérative, et prépondérante en cas de partage.

Toutefois, le juge devra s'abstenir de voter quand il s'agit de questions sur lesquelles il peut être appelé à prononcer comme juge.

302. Pour la validité des délibérations du conseil de famille, la majorité relative des voix suffit.

303. Les noms des personnes qui ont fait partie du conseil de famille seront inscrits au protocole.

304. Toutes les fois que les délibérations du conseil de famille ne seront pas unanimes, l'avis de chacun des membres qui le composent, sera mentionné dans le procès-verbal.

Le tuteur, le subrogé tuteur, ou les autres membres de l'assemblée pourront se pourvoir, dans la huitaine, devant le juge de première instance, contre la délibération, en contradictoire des membres qui auront été d'un avis conforme à ce qui aura été délibéré.

305. Les membres du conseil de famille sont responsables du dommage qu'ils ont causé au mineur par dol ou par faute lourde.

306. Le protocole des opérations du conseil de famille sera signé par le juge et par le secrétaire.

Si le secrétaire n'est pas notaire, le protocole sera de plus signé par les membres du conseil de famille, et, à défaut, mention sera faite du motif pour lequel ils n'ont pas signé.

307. Les conseils de famille pourront se réunir et délibérer même un jour de fêtes sacrées.

S'il s'élève en conseil de famille une difficulté sur laquelle le juge est appelé à porter un jugement, on se conformera aux règles ordinaires de la procédure.

SECTION IX.

De la juridiction sur les tutelles.

308. Le juge de première instance est spécialement chargé de veiller aux intérêts des mineurs et d'exercer la plus grande surveillance sur la gestion des tuteurs.

309. La juridiction du juge est déterminée par le domicile du mineur.

310. Le juge est tenu de réparer le dommage qu'il aurait causé au mineur par dol ou par faute lourde.

311. Toutes les opérations relatives aux tutelles seront inscrites dans un protocole particulier. A cet effet, le juge sera assisté d'un secrétaire.

Ce secrétaire doit être notaire, s'il s'en trouve un dans l'endroit où l'opération a lieu. Dans le cas contraire, le juge peut désigner une autre personne capable pour remplir ces fonctions.

Le secrétaire tient un registre contenant les noms de tous les tuteurs de la commune, la date de leur nomination, de la reddition de compte, et de la cessation de leurs fonctions.

312. Le rapporteur inspecte chaque année, dans le courant du mois de décembre, le protocole et le registre mentionnés à l'article précédent, et en fait son rapport au Conseil d'Etat.

313. Le Conseil d'Etat a la surveillance supérieure des tutelles, et il l'exerce par l'intermédiaire des rapporteurs de dixain, ou de délégués spéciaux.

Il prend les arrêtés nécessaires pour pourvoir à l'exécution de ce qui est prescrit en la présente section.

CHAPITRE III.

De l'émancipation.

314. Le mineur de l'un et de l'autre sexe est émancipé par le mariage, pourvu que le mari soit âgé de dix huit ans et la femme de seize ans révolus.

315. Le mineur non marié pourra, à

l'âge de dix huit ans accomplis, être émancipé par son père.

316. A défaut de père, l'émancipation pourra être accordée par le conseil de famille.

Dans ce cas, l'émancipation sera constatée par une déclaration délivrée par le juge.

317. Le mineur émancipé reste sous curatelle jusqu'à sa majorité.

318. Le père est curateur de droit du mineur émancipé, sauf ce qui est réglé, pour la femme mariée, au titre du mariage.

319. Le mineur émancipé pourra donner seul ses biens à ferme ou à loyer pour l'espace de trois ans au plus; il recevra ses revenus, en donnera décharge et fera tous

les actes de pure administration ; sans être restituable contre ces actes, sauf les cas où le majeur le serait lui-même.

320. Le mineur émancipé ne peut intenter une action immobilière, ni y défendre, recevoir un capital et en donner quittance, emprunter, cautionner, hypothéquer, vendre ou aliéner ses immeubles, ni faire aucuns actes autres que ceux de pure administration, sans observer les formalités prescrites pour les mineurs non émancipés.

321. Pourront être émancipés par le conseil de famille, les enfans mineurs âgés de dix-huit ans accomplis et qui se trouveront dans l'un des cas suivans :

1° Si leur père est interdit, ou placé sous conseil judiciaire ;

2° Si le père s'est absenté, et est resté

plus d'un an sans donner de ses nouvelles ;

3° Si le père est privé de la puissance paternelle ;

4° Si le père est condamné à une détention de plus d'un an.

322. Si les causes d'émancipation , prévues par les deux premiers paragraphes de l'article précédent, viennent à cesser , le père reprendra les droits de la puissance paternelle.

323. Le mineur émancipé ne peut entreprendre un commerce ou un art, sans l'autorisation de son curateur.

324. Le mineur qui a obtenu cette au-

TIT. 8. *Minorité, tutelle, émancipation.* 129

torisation, peut s'obliger seul pour ce qui concerne son négoce ou son art.

325. Sont émancipés de plein droit, et acquièrent tous les droits qui appartiennent aux majeurs :

Les docteurs en droit, en médecine ou chirurgie, les avocats et les notaires.



TITRE IX.

DE LA MAJORITÉ, DE L'INTERDICTION ET
DU CONSEIL JUDICIAIRE.

CHAPITRE PREMIER.

De la majorité.

326. La majorité est fixée à vingt-trois ans accomplis; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf les restrictions portées par la loi.

CHAPITRE II.

De l'interdiction.

327. Le majeur qui est dans un état

TIT. 9. Majorité, interdiction, cons. jud. 131

habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, peut être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

328. Le prodigue peut aussi être interdit.

329. Tout parent ou allié est recevable à provoquer l'interdiction de son parent.

Il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.

En cas de silence des uns et des autres, l'interdiction pourra être provoquée par le conseil de la commune ou d'office par le juge.

330. Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée par aucune des personnes mentionnées à l'article précé-

dent, elle doit l'être par le ministère public.

331. La connaissance des questions d'interdiction est de la compétence du juge de première instance.

332. Les faits qui motivent la demande en interdiction, seront portés à la connaissance du conseil de famille qui donnera son avis motivé.

333. La demande en interdiction sera communiquée au défendeur, à moins que l'interdiction ne soit provoquée pour cause de fureur, de démence ou d'imbécillité, et que les faits qui y donnent lieu ne soient notoires.

334. Si la majorité du conseil de famille se prononce pour l'interdiction, et si le défendeur n'y forme pas opposition,

TIT. 9. Majorité, interdiction, cons. jud. 133

cette décision sera soumise à l'homologation du juge.

En cas d'opposition, la demande en interdiction sera poursuivie à l'instance du ministère public, et aux frais du défendeur. Les parens ou alliés pourront intervenir.

S'il n'y a pas majorité en conseil de famille pour l'interdiction, la demande pourra être poursuivie devant les tribunaux, à l'instance de ceux qui l'ont formée.

335. S'il y a lieu à faire la preuve des faits sur lesquels l'interdiction est provoquée, l'individu sera, à l'instance de ceux qui poursuivent l'interdiction, cité et examiné en séance; s'il ne peut comparaître, le juge se transportera chez lui assisté du greffier.

336. Les parties suivront, pour l'instruction de la cause, les formes ordinaires de la procédure.

Néanmoins la cause sera instruite et les délais courront même pendant les fêtes.

Le juge pourra abréger les délais.

337. Le juge pourra, dans les cas d'urgence, nommer un administrateur provisoire pour prendre soin, pendant le litige, de la personne et des biens du défendeur, sans le consentement duquel celui-ci ne pourra aucunement s'obliger.

338. En rejetant la demande en interdiction, le juge pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner que celui contre qui elle a été provoquée, ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital ni en donner

décharge , aliéner ni grever ses biens d'hypothèque , acquérir des immeubles à titre onéreux , acheter des meubles à crédit , accepter ni répudier une succession sans l'assistance d'un conseil qui sera nommé de la même manière que le tuteur.

Les dispositions des articles 358 et 360 sont applicables à ce conseil.

339. Le jugement d'interdiction est susceptible d'appel. Il n'en est pas de même de la décision portant nomination d'un administrateur provisoire.

340. En cas d'appel du jugement prononçant l'interdiction , il y sera donné suite en contradictoire du ministère public.

Les parens ou alliés de l'interdit pourront intervenir.

341. Si la demande en interdiction est rejetée, les parens ou alliés qui l'ont provoquée, pourront appeler de cette décision en contradictoire du défendeur.

342. Le tribunal d'appel pourra, s'il le juge utile, interroger ou faire interroger, par une commission du tribunal, la personne dont l'interdiction est demandée.

343. Le jugement portant interdiction ou nomination d'un conseil est exécutoire par provision, non obstant appel.

344. L'administrateur ou le curateur provisoire devient curateur définitif dès que le jugement d'interdiction a passé en force de chose jugée.

345. L'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire ou d'un administra-

teur provisoire sera publiée aux criées ordinaires du domicile du défendeur, et insérée au bulletin officiel.

Elle aura son effet dès la publication, pour les personnes domiciliées dans la commune, ou, si les criées ordinaires se font à la paroisse, pour les personnes domiciliées dans la paroisse; et, pour les autres, dès que le bulletin a pu parvenir à leur connaissance.

Le juge est tenu, sous peine de dommages-intérêts, de veiller à ce que l'insertion au bulletin ait lieu dans les quatorze jours qui suivront la publication.

346. Si une personne a eu connaissance de la poursuite en interdiction, les contrats qu'elle aura faits ensuite, pourront être déclarés nuls, à l'instance soit du curateur, soit des créanciers de l'interdit.

347. Les actes antérieurs à l'interdiction, pour cause de démence ou d'imbécillité, pourront être annulés au profit de l'interdit, si la cause de l'interdiction existait à l'époque où ces actes ont été faits.

348. Le mari est de droit le curateur de sa femme interdite non séparée, sauf dans le cas où elle serait interdite pour cause de prodigalité.

349. L'interdit est, quant à l'administration de ses biens, assimilé au mineur non émancipé.

Néanmoins, le conseil de famille pourra confier à l'interdit certains actes de simple administration.

350. Les revenus d'un interdit pour cause de démence ou d'imbécillité doivent

être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa fortune, le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une maison où il pourra recevoir les soins et traitemens convenables à sa position.

351. L'interdiction et l'établissement du conseil judiciaire cessent avec les causes qui y ont donné lieu : néanmoins l'interdit, ou celui qui doit être assisté d'un conseil judiciaire, ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement de main levée. Cette main levée sera prononcée par le juge après avoir entendu le conseil de famille.

352. Le juge tiendra un registre contenant les noms de tous les interdits de son ressort.

353. Les dispositions du présent chapitre concernant l'interdiction, sont applicables au cas où l'on provoquerait la nomination d'un conseil judiciaire pour les motifs mentionnés aux articles 327 et 328.

CHAPITRE III.

Du conseil judiciaire des femmes.

354. Seront pourvues d'un conseil judiciaire :

La fille et la veuve, si elles sont majeures.

La mère tutrice aura un conseil particulier pour ce qui concerne ses biens personnels.

Les pouvoirs de la femme mariée sont réglés au titre du mariage.

355. Le conseil judiciaire est nommé par le juge.

La fille ou la veuve sera entendue ou appelée.

356. Le père est de droit conseil judiciaire de sa fille majeure.

357. La fille ou la veuve majeure ne peut, sans le consentement de son conseil, ester en droit soit en demandant, soit en défendant, recevoir un capital, ni en donner décharge, faire emprunt, acheter des immeubles, accepter ni répudier une succession, vendre, échanger, aliéner ou hypothéquer ses immeubles.

Elle ne peut cautionner sans l'approbation du conseil de famille.

Elle peut, le jour des nœces, et dans son contrat de mariage, faire des dona-

tions au profit de son mari, sans le consentement de son conseil judiciaire. Ces donations ne pourront pas excéder la portion de biens dont il est permis de disposer par acte de dernière volonté.

Elle peut aussi, sans le concours de son conseil, faire tous les autres actes non spécifiés dans le présent article.

358. Dans les cas prévus au présent chapitre, si le conseil judiciaire refuse son consentement, la fille ou la veuve pourra recourir au conseil de famille, dont l'avis tiendra lieu de consentement.

359. La fille, la femme ou la veuve pourront être rangées dans la classe des interdits, pour les causes mentionnées au chapitre II du présent titre, en observant les formalités qui y sont prescrites.

360. La durée des fonctions du conseil judiciaire est de quatre ans.

Cependant ce conseil est tenu de continuer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

Il peut être confirmé, s'il y consent.

Sont applicables aux conseils judiciaires les dispositions concernant l'incapacité, les exclusions et destitutions de la tutelle.

TITRE X.

DE LA CURATELLE.

361. Il sera nommé un curateur :

1° Pour représenter une succession vacante ;

2° Pour représenter le condamné à la maison de détention, pendant la durée de sa détention ;

3° Pour soigner les intérêts de l'enfant dont une veuve se trouverait enceinte au décès de son mari ;

4° Et généralement dans tous les cas terminés par la loi.

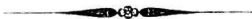
362. Dans toute curatelle il y aura un subrogé curateur. Les dispositions des articles 212, 213 et 214 lui sont applicables.

363. Le curateur et le subrogé curateur sont nommés par le conseil de famille.

364. Sont applicables aux curatelles, quant à la nomination des curateurs par le conseil de famille, à la durée de la cu-

ratelle, aux causes de dispense, et à la manière de les proposer et de les discuter, à l'incapacité, aux exclusions et destitutions, à l'administration, à la reddition des comptes, à la tenue des conseils de famille et à la juridiction, les mêmes dispositions qui sont établies pour les tutelles.

365. La curatelle cessera avec les causes qui l'ont rendue nécessaire.



LIVRE SECOND.

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICA-
TIONS DE LA PROPRIÉTÉ.



TITRE PREMIER.

DE LA DISTINCTION DES BIENS.

366. Tous les biens sont meubles ou immeubles.

CHAPITRE I.

Des immeubles.

367. Les biens sont immeubles ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

368. Les fonds de terre et les bâtimens sont immeubles par leur nature.

369. Les moulins et autres usines, fixés sur des piliers ou faisant partie d'un bâtiment, sont immeubles par leur nature.

370. Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis, sont pareillement immeubles.

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.

371. Tous arbres ou arbustes tenant au sol sont aussi immeubles.

372. Les coupes ordinaires des bois

taillis , ou des futaies mises en coupes réglées ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.

373. Les tuyaux ou les chéneaux servant à la conduite des eaux dans un bâtiment ou autre fonds sont immeubles , et font partie du fonds pour le service duquel ils sont établis.

374. Sont immeubles , par destination, les engrais et les échalas transportés sur la pièce de terre à laquelle ils sont destinés.

375. Sont aussi immeubles par destination , tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés ou appliqués au fonds à perpétuelle demeure.

Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpé-

tuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre, ou à chaux, ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornemens.

376. Sont immeubles, par l'objet auquel ils s'appliquent :

L'usufruit des choses immobilières;

Les servitudes ou services fonciers;

Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

CHAPITRE II.

Des meubles.

377. Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi.

378. Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

379. Sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les rentes perpétuelles ou viagères, lors même qu'elles seraient hypothéquées.

380. Les barques, bateaux et bacs sont meubles.

381. Les expressions *meubles*, *biens meubles*, celles de *mobilier* ou d'*effets mobiliers*, comprennent généralement tout ce qui est censé meuble, d'après les règles ci-dessus établies.

382. Les mots *meubles meublans* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartemens, comme tapisseries, lits, sièges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature.

383. La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublans.

384. La vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas l'argent comptant, les dettes actives

et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison ; tous les autres effets mobiliers y sont compris.

CHAPITRE III.

Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.

385. Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois.

L'administration et l'aliénation des biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont soumises à des formes et à des règles particulières.

386. Les routes, le Rhône, le lac Léman, ses rivages et ses ports, et généralement toutes les portions du territoire cantonal qui ne sont pas susceptibles d'une

propriété privée, sont considérés comme dépendances du domaine public.

387. Les biens vacans et sans maître sont dévolus à la commune sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

388. Les biens des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat.

389. On peut avoir sur les biens ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement un droit à des services fonciers.

TITRE II.

DE LA PROPRIÉTÉ.

390. La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les réglemens.

391. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et dans les cas prévus par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

392. La propriété d'une chose soit mobilière soit immobilière donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle *droit d'accession*.

CHAPITRE I.

*Du droit d'accession sur ce qui est produit
par la chose.*

393. Les fruits naturels ou industriels de la terre et les fruits civils appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

394. Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des capitaux, les arrérages des rentes viagères et autres.

Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

395. Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais de travaux, des engrais et semences, faits par des tiers.

396. Le possesseur de bonne foi fait les fruits siens, et n'est tenu de restituer que ceux perçus dès la demande judiciaire.

397. Celui qui possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignorait les vices, est possesseur de bonne foi.

398. Le possesseur de mauvaise foi est obligé de restituer non-seulement tous les fruits perçus dès son injuste détention, mais encore ceux qu'il n'a pas perçus par

sa faute, et qu'un bon père de famille aurait pu percevoir.

399. Le possesseur, même de bonne foi, ne peut prétendre à aucune indemnité pour les améliorations qui n'existeraient plus lors de l'éviction.

Le possesseur de bonne foi aura droit de rétention sur les biens, pour raison des améliorations réelles et existantes, si elles ont été l'objet d'une demande dans l'instance en revendication, et qu'on ait fourni quelque preuve de leur existence.

Ce droit de rétention n'appartiendra, en aucun cas, au possesseur de mauvaise foi.

S'il y a une différence entre la somme représentant la valeur effective des améliorations, et celle qui a été réellement dépensée pour cet objet, le possesseur,

même de bonne foi, ne pourra jamais prétendre qu'à la plus faible des deux sommes.

CHAPITRE II.

Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.

400. Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire suivant les règles ci-après établies.

SECTION 1^{re}.

Du droit d'accession relativement aux choses immobilières.

401. La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus

toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos.

Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il juge à propos et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir.

Le tout sauf les exceptions établies au Titre : *Des servitudes ou services fonciers*, et les modifications résultant des lois et des réglemens.

402. Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription ou autrement, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.

403. Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartaient pas, doit en payer la valeur; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

404. Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le pré-

judice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il aura le choix ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, ou de payer une somme égale à celle dont le fonds est augmenté de valeur.

Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression des dits ouvrages, plantations et constructions, mais il aura seulement le droit d'opter comme ci-dessus.

405. En cas cependant qu'une partie du bâtiment en construction empiète sur le sol du voisin, si celui-ci a eu connais-

sance de la construction sans y former opposition, et que la personne qui a fait bâtir ait été de bonne foi, elle pourra être déclarée propriétaire tant du sol que du bâtiment, en payant au voisin la valeur de l'emplacement occupé, avec l'augmentation du tiers en sus, outre les dommages et intérêts pour le préjudice qu'il peut éprouver.

406. Lorsque les plantations, constructions et autres ouvrages ont été faits par un tiers, avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les revendiquer.

Néanmoins, il pourra agir contre le tiers qui s'en est servi, afin d'en être indemnisé; il pourra même agir contre le propriétaire du sol, mais à l'effet seulement d'obtenir le prix qu'il devrait encore.

407. Les attérissemens et accroissemens qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un lac, du fleuve, d'une rivière ou d'un torrent, s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, sauf les exceptions ci-après, soit qu'il s'agisse du fleuve, d'une rivière ou d'un torrent, à la charge de laisser le marche-pied ou chemin de halage, conformément aux réglemens, et de laisser le terrain nécessaire à la construction des digues, dans les lieux où les réglemens n'en abandonnent pas le soin aux propriétaires riverains.

408. Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives, en se portant sur l'autre. Le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que

le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

409. Les alluvions du lac Léman appartiennent à l'Etat.

410. L'alluvion ne profite pas aux riverains, lorsque les propriétés qui bordent le fleuve ou la rivière sont limitées; elle appartient, dans ce cas, à la commune sur le territoire de laquelle l'alluvion s'est formée.

411. L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des étangs dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer.

Réciproquement, le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres

riveraines que son eau vient à couvrir dans les crues extraordinaires.

412. Si le fleuve, une rivière ou un torrent enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un fonds riverain et la porte vers un fonds inférieur ou contre la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété, mais il est tenu de former sa demande dans l'année; après ce délai, il n'y sera plus recevable.

413. Si, par l'effet d'un éboulement, une partie considérable d'un fonds supérieur a été transportée sur le fonds inférieur, le propriétaire de cette portion éboulée peut la reprendre dans l'année, pourvu qu'il forme sa demande dans les six mois qui suivront l'éboulement.

Dans ce cas, le propriétaire devra en-

lever toutes les matières qui ont été transportées de sa propriété, et payer tous les dommages résultant soit de l'éboulement, soit de l'enlèvement des matières ébou-lées.

414. Les îles et attérissemens qui se forment dans le Rhône, dans les rivières et dans les torrens, appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée; si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu du fleuve, de la rivière ou du torrent, sauf que les propriétés voisines soient limitées, dans quel cas les communes riveraines en deviennent propriétaires.

415. Si le Rhône, une rivière ou un torrent, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le fonds d'un proprié-

taire riverain et en fait une île , ce propriétaire conserve la propriété de son fonds.

416. Si le Rhône , une rivière ou un torrent se forme un nouveau cours en abandonnant l'ancien lit , les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent , à titre d'indemnité , l'ancien lit abandonné , chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

417. Les dispositions de la présente section ne dérogent point au droit de maintenir ou remettre dans leurs limites , le fleuve et les rivières.

SECTION II.

Du droit d'accession , relativement aux choses mobilières.

418. Lorsque plusieurs choses mobilières qui appartiennent à différens maî-

tres et qui ont été unies de manière à former un tout, peuvent néanmoins être séparées, sans qu'elles éprouvent de détérioration notable, chacun des maîtres conserve la propriété de sa chose, et peut en demander la séparation.

Celui qui, par sa faute ou sa négligence, a été la cause de l'union des deux choses, est passible des dommages et intérêts auxquels il a donné lieu.

419. Lorsque les matières unies ne peuvent être séparées, ou ne peuvent pas l'être sans que l'une d'elles soit notablement détériorée, et si ces matières se trouvent unies, soit par le consentement de tous les intéressés, soit par cas fortuit, le tout formé par le mélange deviendra commun à tous les propriétaires, dans la proportion de la quantité, de la qualité et

de la valeur de la matière appartenant à chacun d'eux.

Si, par contre, les matières ont été unies par un tiers ou par le fait d'une partie seulement des propriétaires, ceux qui n'auront pas consenti au mélange, auront le choix ou de prendre une part à la chose à raison de la quantité et de la qualité de leur matière, ou de l'abandonner au moyen d'une juste indemnité.

420. Si un artisan ou une personne quelconque a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le choix, ou de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre, ou d'abandonner sa matière au moyen d'une juste indemnité.

421. Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait, et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une espèce nouvelle, de manière que ces matières ne puissent pas être séparées, ou ne puissent l'être sans inconvénient, la chose est commune aux propriétaires, en raison de la matière, d'une part, et de la matière et du prix de la main-d'œuvre, de l'autre.

Le propriétaire néanmoins, à l'insu duquel la matière a été employée, peut l'abandonner à celui qui en a fait l'emploi et en réclamer la valeur.

422. Lorsque la chose est commune entre plusieurs, elle doit être licitée au profit commun.

423. ¶ Ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres, et à leur

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 171

insu, pourront aussi être condamnés à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites au criminel, si le cas y échet.

TITRE III.

DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE
L'HABITATION.

CHAPITRE I.

De l'usufruit.

424. L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

425. L'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme.

426. L'usufruit peut être établi, ou purement, ou à certain jour, ou à condition.

427. Il peut être établi sur toutes espèces de biens meubles ou immeubles.

SECTION I.

Des droits de l'usufruitier.

428. L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

429. Les fruits naturels et industriels, pendans par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier; ceux qui sont

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 173

dans le même état au moment où finit l'usufruit, appartiennent au propriétaire, sans récompense de part ni d'autre des labours, semences et autres frais de culture; mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

430. Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit.

Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils.

431. Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme les grains, le vin et au-

tres liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en payer l'estimation à la fin de l'usufruit, ou de les rendre, en mêmes espèces, en tenant compte de la moins value ou du déficit, s'il y en a.

Si l'usufruit comprend de l'argent, l'usufruitier en restituera la même valeur, à la fin de l'usufruit et en espèces courantes, à son choix.

432. Si l'usufruit a pour objet des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, l'usufruitier a le droit de s'en servir, pour l'usage auquel elles sont destinées, et il n'est tenu de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

Toutefois, si l'usufruit comprend des

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 17

vêtemens, tapis, rideaux, effets de literie et linges quelconques, des ustensiles de cuisine ou instrumens aratoires, l'usufruitier tiendra compte de la détérioration que ces objets auront éprouvée.

433. L'usufruitier peut, avant de prendre possession des meubles, les abandonner au propriétaire, en totalité ou en partie.

434. Si l'usufruit a pour objet des animaux, l'usufruitier est tenu d'en rendre, à la fin de l'usufruit, de mêmes espèce et valeur, ou leur estimation.

435. L'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit de la percevoir, sans être tenu à aucune restitution.

436. Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer

l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires; sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de balivaux, soit de futaie, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer, pour le remplacement, à l'usage des propriétaires.

437. L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 177

se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

438. Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie; il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

439. Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes comprises dans l'usufruit; il peut aussi prendre sur les arbres, des produits annuels ou périodiques : le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

440. Les arbres fruitiers qui meurent,

ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

441. L'usufruitier peut jouir par lui-même, ou céder, à titre onéreux ou gratuit, l'exercice de son droit.

442. L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

443. Il jouit des droits de servitude, de passage, et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

444. Il jouit aussi, de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit.

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 179

Il n'a aucun droit d'usufruit sur les mines et carrières non encore ouvertes, ni sur les tourbières dont l'exploitation n'est pas commencée, ni sur le trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

Il percevra néanmoins l'intérêt des sommes allouées à titre d'indemnité, pour la dégradation des fonds sujets à l'usufruit.

445. Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, e aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fut augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, en-

lever les glaces, tableaux et autres ornemens qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

SECTION II.

Des obligations de l'usufruitier.

446. L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles se trouvent.

Il a droit à la jouissance dès le moment où l'usufruit est ouvert, mais il ne peut entrer en possession des biens soumis à l'usufruit, qu'après avoir fourni caution de jouir en bon père de famille, et fait dresser, en présence du propriétaire ou lui dûment appelé, un inventaire estimatif des meubles et un état des immeubles.

Les frais de l'inventaire sont à la charge

de l'usufruitier, à moins que le titre constitutif ne contienne une disposition contraire.

447. L'usufruitier ne peut pas être dispensé de fournir caution, ni de faire l'inventaire estimatif des meubles; cependant le vendeur ou le donateur, sous réserve d'usufruit, ne sont pas tenus de donner caution.

448. Si l'usufruitier n'a pas fait faire l'état des immeubles, il est censé les avoir reçus en bon état de réparation de toute espèce.

449. Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont remis à bail, ou mis en séquestre;

Les créances sont mises en séquestre;

Les sommes comprises dans l'usufruit sont placées;

Les denrées sont vendues et le prix en provenant est pareillement placé;

Les intérêts de ces sommes et le prix de ces baux appartiennent à l'usufruitier.

450. Pourra néanmoins l'usufruitier, en fournissant la caution requise par l'article 446, faire cesser le séquestre, et reprendre, à l'expiration du bail, l'administration des biens loués.

451. A défaut d'une caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles qui dépérissent par l'usage, soient vendus, pour le prix en être placé comme celui des denrées, et alors l'usufruitier perçoit l'intérêt pendant son usufruit; cependant l'usufruitier pourra demander, et les juges pourront ordonner, suivant les circonstances, qu'une partie des meubles nécessaires pour son

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 183

usage lui soit délaissée, sous sa simple caution juratoire, et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

452. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien, depuis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

453. Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et couvertures en entier, ou dans leur plus grande partie.

Celui des digues, celui des aqueducs servant à l'usage des usines, moulins et autres artifices de ce genre, ainsi que celui des murs de soutènement et de clôtu-

re, aussi en entier, ou dans leur plus grande partie.

Quant à la reconstruction à neuf des aqueducs servant aux irrigations, la part qui surpasse la dépense de l'entretien ordinaire calculée sur la moyenne des trois années précédentes, est à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

454. Ni le propriétaire ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit, à moins que le bâtiment ne soit nécessaire à l'exploitation des biens sujets à l'usufruit; en ce cas, le propriétaire peut y être contraint, sous les conditions spécifiées à l'art. 456.

455. L'usufruitier est tenu, pendant sa

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 185

jouissance, de toutes les charges annuelles des biens sujets à l'usufruit, telles que les contributions soit en nature, soit en argent, et autres charges qui, dans l'usage, sont censées charges des fruits.

456. A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété, pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit :

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte de l'intérêt.

Le propriétaire peut néanmoins faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit;

L'usufruitier sera judiciairement prévenu de la vente et il pourra l'empêcher, en faisant l'avance de la somme nécessaire pour payer les charges.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

457. Le legs fait par un testateur d'une rente viagère ou pension alimentaire, doit être acquitté par le légataire universel de l'usufruit, dans son intégrité, et par le légataire à titre universel de l'usufruit, dans la proportion de sa jouissance, sans aucune répétition de leur part.

458. L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué; s'il les paye, il a son recours contre le propriétaire.

459. L'usufruitier ou universel, ou à titre universel, doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes, ainsi qu'il suit :

On estime la valeur du fonds sujet à

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 187

usufruit; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.

Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix ou de payer cette somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit.

460. L'usufruitier est tenu des frais des procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

S'il y a contestation sur la propriété et sur la jouissance, le propriétaire et l'u-

usufruitier seront tenus, chacun en proportion de son intérêt.

461. Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci; faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

462. Si l'usufruit est établi sur des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer et qu'elles viennent à périr, même par cas fortuit, l'usufruitier est tenu d'en faire la restitution de la manière prescrite à l'art. 431.

463. Si l'usufruit est établi sur des animaux, qui viendraient à périr sans

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 189

la faute de l'usufruitier, celui-ci n'en doit l'estimation au propriétaire que pour la valeur dont il aurait profité ou dû profiter.

Toutefois, si l'usufruit est établi sur un troupeau qui ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

SECTION III.

Comment l'usufruit prend fin.

464. L'usufruit s'éteint :

Par la mort naturelle de l'usufruitier ;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été constitué ;

Par la consolidation ou la réunion, sur

la même tête, des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire;

Par le non-usage du droit pendant l'espace de temps fixé pour la prescription des diverses propriétés;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi, sauf ce qui est dit aux articles 462 et 463 ;

Par la renonciation, qui, cependant, ne pourra pas avoir lieu partiellement, sauf ce qui est dit à l'art. 433.

465. L'usufruitier perd aussi son droit à la totalité de l'usufruit :

1° S'il vend, échange, hypothèque, grève de servitude ou aliène de quelque autre manière un immeuble compris dans l'usufruit ;

2° Si, après avoir été constitué en de-

meure, il ne fait pas aux bâtimens les réparations qui sont à sa charge, dans le délai qui sera fixé par le juge.

Toute autre faute ou négligence de la part de l'usufruitier, ne le rend passible que des dommages-intérêts, à la cessation de l'usufruit.

466. L'usufruit qui est accordé à d'autres qu'à des particuliers, ne dure que trente ans.

467. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

468. La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier; il continue de jouir de son usufruit, s'il n'y a pas formellement renoncé.

469. Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

470. Si une partie seulement d'une chose sujette à l'usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste.

471. Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura droit de jouir ni du sol ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouira du sol et des matériaux.

CHAPITRE II.

De l'usage et de l'habitation.

472. Les droits d'usage et d'habitation

TIT. 3. *Usufruit, usage, habitation.* 193

s'établissent par le fait de l'homme et se perdent de la même manière que l'usufruit.

473. Celui qui a un droit d'usage ou d'habitation doit donner caution et faire des états et un inventaire comme l'usufruitier.

474. L'usager, et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bons pères de famille.

475. Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit :

476. Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds, ne peut en exiger qu'autant qu'il

lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfans qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

477. L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

478. Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où le droit lui a été acquis.

479. Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé, et de sa famille.

480. Le droit d'habitation ne peut être ni cédé ni loué.

481. Si l'usager absorbe tous les fruits

du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et aux charges annuelles comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

TITRE IV.

DES SERVITUDES OU SERVICES FONCIERS.

482. Une servitude est une charge imposée sur un fonds pour l'usage et l'utilité d'un fonds appartenant à un autre propriétaire.

483. Elle dérive ou de la situation na-

turelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou du fait de l'homme.

CHAPITRE PREMIER.

Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.

484. Les fonds inférieurs sont assujétis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

Il pourra néanmoins réunir ses eaux dans

des fossés ou aqueducs (coulisses) et les faire écouler sur le fonds inférieur.

485. Le propriétaire du fonds supérieur devra cependant prévenir, à peine de dommages-intérêts, le propriétaire du fonds inférieur, avant de faire les ouvrages nécessaires à l'établissement de ces fossés, et ils devront être faits de la manière la moins nuisible pour le fonds inférieur.

486. Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription.

487. La prescription, dans ce cas, ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le proprié-

taire du fonds inférieur a fait et terminé, sur le fonds supérieur, des ouvrages apparens destinés et ayant servi à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété.

488. Le propriétaire d'une source ne peut en changer le cours, lorsqu'elle fournit aux habitans d'une commune, d'un village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire ; mais si les habitans n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts.

489. Celui dont la propriété borde une eau courante, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse le fonds, peut de même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours

ordinaire, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, aux droits acquis et aux réglemens et usages locaux.

490. Les moulins et usines ne peuvent, sauf usages ou conventions contraires, détourner les eaux destinées à l'irrigation des terres.

491. Les eaux pluviales et celles qui étant abandonnées, se jettent naturellement sur les chemins, sont à la disposition du premier occupant, chacun vis-à-vis de son fonds, sauf les réglemens sur la police des routes.

492. La disposition de l'article précédent ne s'applique pas aux eaux qui proviennent des sources, ou aux égouts de fontaines, d'écuries ou de fumiers, qui coulent sur les chemins, dans des canaux ouverts ou fermés, faits avec l'autorisation

de la police , lesquels demeurent dans la propriété de ceux qui ont, à cet égard, titre ou possession.

493. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs.

494. Tout propriétaire peut clore son fonds, à moins qu'il ne soit grevé d'un droit de parcours et sauf ce qui est déclaré aux articles 529 et 556.

CHAPITRE II.

Des servitudes établies par la loi.

495. Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

TIT. 4. *Servitudes ou services fonciers.* 201

496. Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marche-pied le long des eaux, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude, est déterminé par des lois ou des réglemens particuliers.

497. La loi assujétit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

498. Ces obligations sont relatives au mur et au fossé mitoyens, au cas où il y a lieu à contre-mur, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage et aux aqueducs.

SECTION 1^{re}.*Du mur et du fossé mitoyens.*

499. Tout mur servant de séparation entre bâtimens, jusqu'à l'héberge, ou entre cours et jardins, et même entre des fonds de terre, si ces fonds sont de niveau, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

Si les fonds ne sont pas de niveau, et qu'un mur soutienne le terrain le plus élevé, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du fonds que le mur soutient.

500. Il y a marque de non-mitoyenneté :

Lorsqu'il y a des ouvertures existantes, telles que portes et fenêtres, ou des signes

de ces anciennes ouvertures, comme tablettes, cadres et corniches ;

Lorsqu'il y a un égout ;

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté, ou un chaperon, ou des filets et corbeaux qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire en faveur duquel les ouvertures ont été pratiquées, ou du côté duquel sont l'égout, le chaperon ou les filets et corbeaux.

Les pierres d'attente ne sont pas une preuve de mitoyenneté.

501. La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit, et proportionnellement au droit de chacun.

502. Cependant tout copropriétaire

d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions, en abandonnant le droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

Cet abandon ne peut empêcher que celui qui a renoncé à la mitoyenneté ne soit tenu aux réparations auxquelles il aurait donné lieu par son fait.

503. Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen et y faire placer des poutres ou solives jusqu'à la moitié de son épaisseur.

Toutefois, il ne peut y pratiquer aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage, sans le consentement du copropriétaire, ou sans avoir, à son refus, fait régler, par experts, les

moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de ce dernier.

504. Tout copropriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen; mais il doit payer seul la dépense de l'exhaussement et les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune.

505. Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut le faire exhausser, doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre de son côté.

Dans les cas prévus par le présent article, et par l'article précédent, le copropriétaire est en outre tenu d'indemniser le voisin à raison du dommage qu'il souffrirait, même temporairement, à l'occasion

de l'exhaussement ou de la nouvelle construction.

506. Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement, peut en acquérir la mitoyenneté, en payant la moitié de la dépense qu'il a coûté et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

507. Tout propriétaire joignant un mur a de même la faculté de le rendre mitoyen, en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur, la moitié de sa valeur, ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti, à la charge en outre de faire exécuter les travaux qui seraient jugés nécessaires pour ne pas nuire au voisin.

508. On ne peut adosser contre un

mur mitoyen aucun amas de fumier, de bois, de terre, ou d'autre matière semblable, sans prendre toutes les précautions nécessaires pour que ces amas ne puissent nuire ni par leur humidité, ni par leur poussée ou leur trop grande élévation, ni de toute autre manière.

509. Lorsque les différens étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait et entretient le plancher sur lequel il mar-

che, et il est permis au propriétaire inférieur d'y appliquer son plafond, sans payer d'indemnité.

Le propriétaire du premier étage fait et entretient l'escalier qui y conduit; le propriétaire du second étage fait et entretient, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.

Les voûtes sont à la charge de celui à qui appartient la pièce dont elles dépendent.

510. Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées, et pourvu qu'elles ne soient pas éteintes par la prescription.

511. Tous fossés entre deux fonds sont

présumés mitoyens, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

512. Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé, pourvu que ce rejet y soit accumulé depuis trois ans.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

Cette présomption cesse lorsque la disposition en pente du terrain ou tout autre obstacle évident oblige de jeter la terre d'un côté seulement.

513. Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

514. Toute autre clôture qui sépare des fonds est réputée mitoyenne, à moins

qu'il n'y ait qu'un seul des fonds en état de clôture, ou s'il y a preuve du contraire.

515. Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

SECTION II.

De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions, excavations et plantations.

516. Celui qui veut construire une maison ou seulement un mur, peut bâtir sur les confins mêmes de sa propriété, sans préjudice de la faculté qu'a le voisin de rendre le mur mitoyen, en conformité de l'art. 507. 522.

517. Nul ne peut faire creuser un

puits , une citerne ou une fosse d'aisance près d'un mur mitoyen ou non , qu'à la distance de six pieds , à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent au voisin.

518. Nul ne peut construire une forge ou un four contre un mur mitoyen ou non , qu'à la distance de trois pieds , à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent au voisin.

Dans tous les cas , l'inspection de la police est réservée.

519. Nul ne peut construire une étable , ou établir un magasin de sel ou amas de matières corrosives , contre un mur mitoyen ou non , à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-

mur suffisant pour éviter de nuire au voisin.

520. Nul ne peut adosser une cheminée ou unâtre contre un mur appartenant en entier à son voisin.

521. Le propriétaire d'un fonds ne pourra y faire un fossé ou un aqueduc, qu'en laissant jusqu'à la ligne séparative des deux fonds, autant de distance que le fossé ou l'aqueduc a de profondeur, à moins qu'il ne prenne les précautions nécessaires pour ne pas nuire à son voisin.

522. Il n'est permis de planter qu'à la distance de quinze pieds de la ligne séparative de deux fonds, des arbres de haute tige qui ne sont pas arbres fruitiers, et, à vingt pieds, les châtaigners, les noyers et les chênes.

Les autres arbres fruitiers et les saules ne peuvent être plantés qu'à la distance de huit pieds de la même ligne, à l'exception des treilles et espaliers qui peuvent l'être à la distance d'un pied et demi.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux forêts de châtaigniers ni aux autres forêts existantes pour lesquelles les usages constans et reconnus des communes sont maintenus.

Lorsque deux fonds sont séparés par un ruisseau, chemin ou sentier public, la largeur de ces ruisseau, chemin ou sentier comptera pour la distance.

523. Le voisin peut toujours exiger que les arbres qui, à l'avenir, seront plantés à une moindre distance soient abattus.

Celui sur la propriété duquel avancent

les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son fonds, il a le droit de les y couper lui-même.

524. Le propriétaire d'un fonds ne peut le clore par une haie vive, à une distance moindre d'un pied de la ligne de séparation des deux fonds.

La distance doit être de deux pieds si le fonds attenant est un jardin ou une vigne.

SECTION III.

Des vues sur la propriété de son voisin.

525. L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le

mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit.

526. Le propriétaire d'un mur non mitoyen, peut y pratiquer des jours ou fenêtres, lors même que ce mur joindrait immédiatement le fonds d'autrui ; mais il ne peut garnir ces jours ou fenêtres de barres de fer placées en croix, à moins qu'il n'y ait neuf pieds de distance entre le parement extérieur du mur où on les pratique et le fonds voisin.

Cette prohibition cesse lorsqu'il y a servitude ou lorsqu'il existe entre les deux propriétés un chemin ou une petite rue dont la largeur est moindre que celle ci-dessus indiquée.

527. Lorsque le droit de vue est acquis par titre ou par prescription, le voisin ne peut bâtir plus près de neuf pieds du bâtiment opposé.

SECTION IV.

De l'égout des toits.

528. Tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique, sauf inspection de la police ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

SECTION V.

Du droit de passage et des aqueducs.

529. Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son fonds, à la charge

d'une indemnité proportionnée au dommage que ce passage pourra occasionner.

530. Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court, du fonds enclavé à la voie publique.

531. Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

532. Si le fonds n'a été enclavé que par suite d'une vente, d'un échange ou d'un partage, les vendeurs, les copermutans ou les copartageans sont tenus d'accorder le passage, et le doivent même sans indemnité.

533. Si le passage accordé au fonds enclavé cesse d'être nécessaire, par la réunion de ce fonds à un autre fonds aboutissant à un chemin public, le pro-

priétaire du fonds servant pourra toujours demander qu'il soit supprimé; s'il a été payé une indemnité, le prix en sera rendu.

534. Le passage nécessaire peut aussi être demandé, en saison morte, pour l'exploitation des forêts, même pour les arbres isolés qu'on ne peut sortir que par les fonds inférieurs, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage que ce passage peut occasionner.

535. L'action en indemnité, dans le cas prévu à l'article 529, est prescriptible, et le droit de passage continue à subsister, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

536. Un ou plusieurs propriétaires qui manquent d'eau pour l'irrigation de leurs propriétés, peuvent réclamer un passage

TIT. 4. *Servitudes ou services fonciers.* 219

à l'eau par l'établissement d'un aqueduc, sur les fonds d'autrui, à la charge de payer une indemnité proportionnée au terrain nécessaire pour ce service, avec le sixième en sus.

Ce sixième en sus ne sera pas payé pour les propriétés communales.

Le propriétaire de l'aqueduc sera passible de tous les dommages qui en résulteront.

537. La commune, le village ou hameau qui n'a pas de fontaines en quantité suffisante, peut demander le passage nécessaire pour en établir de nouvelles, moyennant l'indemnité déterminée dans l'article précédent.

538. Le passage dont il est parlé aux deux articles précédens doit, dans la rè-

gle, être pris là où il est le moins dommageable aux fonds intermédiaires.

Il ne peut, contre le gré des propriétaires, être pris par des bâtimens, cours, jardins et enclos murés.

CHAPITRE II.

Des servitudes établies par le fait de l'homme

SECTION I.

Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.

539. Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public.

540. On peut néanmoins faire toute convention portant qu'une personne, indépendamment des biens qu'elle possède, aura, pour son utilité ou pour son agrément, un droit à exercer sur le fonds d'un autre individu ; mais ce droit ne peut être cédé, ni loué, ni s'étendre au-delà de la vie des premiers concessionnaires, ni être établi en faveur de leurs successeurs.

541. L'usage et l'étendue des servitudes se règlent par le titre qui les constitue ; à défaut de titre, par les règles ci-après :

542. Les servitudes sont ou continues ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continu, sans avoir besoin du fait actuel de l'homme, telles sont les conduites d'eau, les

égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées; tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

543. Les servitudes sont apparentes, ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, comme un aqueduc.

Les fenêtres ne sont un signe apparent de servitude que lorsqu'elles sont garnies de barres de fer placées en croix, sauf dans le cas où il y a destination du père de famille.

Les servitudes non apparentes sont cel-

les qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds, ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

544. La servitude de prise d'eau, au moyen d'un canal ou de tout autre ouvrage extérieur et permanent, lorsque cette eau sera dérivée dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie ou pour tout autre usage, est mise au rang des servitudes continues et apparentes.

SECTION II.

Comment s'établissent les servitudes.

545. Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou par la possession de trente ans.

546. Les servitudes continues non ap-

parentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes, ne peuvent s'établir que par titres.

Cependant les servitudes de passage en faveur de fonds certains et déterminés, pourront aussi s'acquérir par la possession de 30 ans, pourvu que ce passage ne puisse être considéré comme abusif. Il est réputé tel toutes les fois qu'il existe un autre passage suffisant pour le service des fonds.

Quant aux autres servitudes, la possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir, sans cependant qu'on puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature déjà acquises par la possession.

547. La destination du père de famille vaut titre à l'égard des servitudes continues et apparentes.

548. Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

549. Si l'un de ces fonds vient à être aliéné sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné.

550. Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui, emporte nécessairement le passage.

551. La servitude concédée par un

des copropriétaires d'un fonds indivis, n'est réputée établie et n'affecte réellement le fonds que lorsque les autres copropriétaires l'ont également concédée ensemble ou séparément.

Les concessions faites, à quelque titre que ce soit, par quelques-uns des copropriétaires, sont toujours en suspens, tant que les autres n'y ont pas tous accédé.

Cependant, lorsqu'une concession a été faite par un des copropriétaires, sans le concours des autres, non-seulement le copropriétaire de qui émane la concession, mais encore ses successeurs même à titre particulier, ainsi que ses ayans-cause, ne pourront rien faire qui apporte obstacle à l'exercice du droit concédé.

SECTION III.

Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

552. Celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

553. Ces ouvrages sont à ses frais, et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

Si cependant le propriétaire du fonds assujetti tire quelques avantages des mêmes ouvrages, les frais en seront supportés par les deux propriétaires proportionnellement à l'utilité que chacun d'eux en retire.

554. Dans le cas même où le proprié-

taire du fonds assujetti est chargé de faire à ses frais la totalité ou une partie des ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge en abandonnant la partie du fonds sur laquelle s'exerce la servitude, au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

555. Si le fonds pour lequel la servitude est établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée.

Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

556. Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui

tende à en diminuer l'usage, ou à le rendre plus incommode.

Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux, transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds, un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

557. De son côté, celui qui a un droit de servitude, ne peut faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

SECTION IV.


Comment les servitudes s'éteignent.

558. Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user.

559. Elles revivent si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit aux articles 561 et suivans.

560. Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due, et celui qui la doit, sont réunis dans la même main.

561. La servitude est éteinte par le seul non-usage pendant trente ans.



562. Les trente ans commencent à courir, selon les diverses espèces de servitude, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

563. Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même, et de la même manière.

564. Si le fonds en faveur duquel la servitude est établie, appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

565. Si, parmi les copropriétaires, il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, il aura conservé le droit de tous les autres.

LOI TRANSITOIRE

**SUR LA MISE EN ACTIVITÉ DES PREMIER
ET SECOND LIVRES DU CODE CIVIL.**

LE GRAND-CONSEIL

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Conseil d'Etat ;

ARRÊTE :

**ARTICLE 1^{er}. Le titre préliminaire et
les deux premiers livres du Code civil en
565 articles, seront exécutoires au 1^{er}
juin 1846.**

A dater de cette époque, sont abrogés le titre préliminaire et le premier livre du Code civil du 3 décembre 1842, le second livre du Code civil du 26 mai 1843, et les lois transitoires qui y sont relatives.

ART. 2. La succession d'un absent, qui aura été ouverte avant le 1^{er} juillet 1843, sera dévolue à ceux qui y étaient appelés par la loi en vigueur avant la dite époque, quoiqu'ils n'en auraient pas encore pris possession.

Les dispositions du titre 4 du 1^{er} livre du Code civil seront d'ailleurs applicables.

Toutefois les successions, dont les héritiers étaient en possession avant le 1^{er} juillet 1843, continueront à être régies par la loi en vigueur avant la dite époque.

ART. 3. Les dispositions des articles 142 et suivans, concernant la reconnaissance et l'adjudication des enfans naturels, ne sont pas applicables à ceux de ces enfans qui naîtront dans les trois cents jours à dater du 1^{er} juin 1846 inclusivement.

ART. 4. L'entretien des enfans naturels, nés avant le 1^{er} juillet 1843, sera réglé par la loi en vigueur au moment de leur naissance.

ART. 5. Les pères et mères qui n'auront pas encore fait inventaire des biens de leurs enfans, dont ils ont la jouissance ou l'administration, y seront tenus conformément à l'article 181 du Code civil, lors même que leur droit serait antérieur au 1^{er} juillet 1843.

ART. 6. La prescription de l'action accordée par l'art. 287 du Code civil à un

individu devenu majeur avant le 1^{er} juillet 1843, continuera à courir conformément aux lois anciennes; mais elle sera, dans tous les cas, acquise dix ans après la dite époque.

ART. 7. La prescription des créances et des rentes constituées avant le 1^{er} janvier 1844, aura lieu conformément au droit existant avant la dite époque.

ART. 8. Les créances et les rentes constituées sont régies, quant à la portion disponible, par le droit en vigueur avant le 1^{er} janvier 1844.

ART. 9. Dans le cas de différence entre la somme représentant la valeur effective des améliorations et celle qui a été réellement dépensée, le possesseur ne pourra prétendre qu'à la plus faible des deux sommes, même pour les amélora-

tions antérieures au 1^{er} janvier 1844.

ART. 10. L'action en commise d'usufruit, qui n'aura pas été intentée avant le 1^{er} janvier 1844, ne pourra l'être que conformément au Code civil.

Les dispositions du dit Code sont d'ailleurs applicables tant à l'usufruit ouvert avant le 1^{er} janvier 1844, qu'à celui ouvert après cette époque.

ART. 11. Les dispositions relatives aux murs et fossés mitoyens sont aussi applicables aux murs et fossés établis avant le 1^{er} janvier 1844.

ART. 12. Les prescriptions du second livre du Code civil, concernant la distance à observer dans les plantations d'arbres, ne sont pas applicables à ceux qui auront été plantés avant le 1^{er} janvier 1844.

Sont exceptés ceux qui, aux termes de l'art. 515, se trouvaient à cette époque dans une haie mitoyenne.

ART. 13. Les dispositions des articles 552 à 565 inclusivement, sont applicables aux servitudes acquises avant le 1^{er} janvier 1844.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le
5 décembre 1845.

Le Président du Grand-Conseil,
M. DE COURTEN.

Les Secrétaires,
C. DE WERRA, E.-N. ROTEN.



TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

TITRE PRÉLIMINAIRE. Des effets et de l'application des lois en général	5
-----------------------------------------------------------------------------------------------	---

LIVRE PREMIER.

DES PERSONNES.

TITRE I. De la jouissance et de la privation des droits civils. . . .	7
CHAP. 1. <i>De la jouissance des droits civils</i>	—
CHAP. 2. <i>Des effets de la natura- lisation en pays étranger et de la privation des droits civils</i> .	10
TITRE II. Des actes de l'état civil et de leur rectification	17
TITRE III. Du domicile	19

TITRE IV. Des absens	22
CHAP. 1. De la présomption d'ab-	
<i>sence</i>	—
CHAP. 2. De la déclaration d'ab-	
<i>sence</i>	23
CHAP. 3. Des effets de l'absence .	25
SECT. 1. Des effets de l'absence relative-	
<i>ment aux biens que l'absent possédait au</i>	
<i>jour de sa disparition ou de ses derniè-</i>	
<i>res nouvelles</i>	—
SECT. 2. Des effets de l'absence relative-	
<i>ment aux droits éventuels qui peuvent</i>	
<i>compéter à l'absent</i>	35
TITRE V. Du mariage	36
CHAP. 1. Des qualités et conditions	
<i>requisies pour donner au maria-</i>	
<i>ge des effets civils</i>	—
CHAP. 2. Des obligations qui nais-	
<i>sent du mariage</i>	—
CHAP. 3. Des droits et des devoirs	
<i>respectifs des époux</i>	39
CHAP. 4. Des secondes noces . .	42

CHAP. 5. <i>Des effets civils de la sé-</i> <i>paration de corps</i>	44
TITRE VI. De la paternité et de la filiation	48
CHAP. 1. <i>De la filiation des en-</i> <i>fans légitimes ou nés dans le</i> <i>mariage</i>	—
CHAP. 2. <i>Des preuves de la filia-</i> <i>tion des enfans légitimes. . . .</i>	51
CHAP. 3. <i>Des enfans naturels . .</i>	55
SECT. 1. <i>De la légitimation des enfans na-</i> <i>turels</i>	—
SECT. 2. <i>De la reconnaissance et de l'ad-</i> <i>judication des enfans naturels . . .</i>	58
SECT. 3. <i>De l'état civil, de l'entretien et</i> <i>de l'éducation des enfans naturels . .</i>	65
TITRE VII. De la puissance pater- nelle	68
TITRE VIII. De la minorité, de la tutelle, et de l'émancipation. . .	77
CHAP. 1. <i>De la minorité</i>	—
CHAP. 2. <i>De la tutelle.</i>	—

SECT. 1. <i>De la manière dont la tutelle est déferée</i>	77
§. 1. <i>De la tutelle testamentaire</i>	—
§. 2. <i>De la tutelle des ascendans</i>	81
§. 3. <i>De la tutelle déferée par le conseil de famille</i>	—
SECT. 2. <i>Du subrogé tuteur</i>	85
SECT. 3. <i>De la durée de la tutelle</i>	87
SECT. 4. <i>Des causes qui dispensent de la tutelle et du refus de l'administrer</i>	—
SECT. 5. <i>De l'incapacité, des exclusions et destitutions de la tutelle</i>	95
SECT. 6. <i>De l'administration du tuteur</i>	97
SECT. 7. <i>Des comptes de la tutelle</i>	111
SECT. 8. <i>Des conseils de famille</i>	115
SECT. 9. <i>De la juridiction sur les tutelles.</i>	125
CHAP. 3. <i>De l'émancipation</i>	125
TITRE IX. <i>De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire.</i>	130
CHAP. 1. <i>De la majorité</i>	—
CHAP. 2. <i>De l'interdiction.</i>	—
CHAP. 3. <i>Du conseil judiciaire des femmes</i>	140
TITRE X. <i>De la curatelle</i>	143

LIVRE SECOND.

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

Pages.

TITRE I. De la distinction des biens.	146
CHAP. 1. <i>Des immeubles</i> . . .	—
CHAP. 2. <i>Des meubles</i> . . .	150
CHAP. 3. <i>Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent</i>	152
TITRE II. De la propriété . . .	154
CHAP. 1. <i>Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose</i> .	155
CHAP. 2. <i>Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose</i>	158
SECT. 1. <i>Du droit d'accession relativement aux choses immobilières</i> . . .	—
SECT. 2. <i>Du droit d'accession relativement aux choses mobilières</i> . . .	167
TITRE III. De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation	171

CHAP. 1. <i>De l'usufruit</i>	171
SECT. 1. <i>Des droits de l'usufruitier</i>	172
SECT. 2. <i>Des obligations de l'usufruitier.</i>	180
SECT. 3. <i>Comment l'usufruit prend fin</i>	189
CHAP. 2. <i>De l'usage et de l'habitation.</i>	192
TITRE IV. Des servitudes ou services fonciers	195
CHAP. 1. <i>Des servitudes qui dépendent de la situation des lieux.</i>	196
CHAP. 2. <i>Des servitudes établies par la loi.</i>	200
SECT. 1. <i>Du mur et du fossé mitoyens</i>	202
SECT. 2. <i>De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions, excavations et plantations</i>	210
SECT. 3. <i>Des vues sur la propriété de son voisin</i>	214
SECT. 4. <i>De l'égout des toits</i>	216
SECT. 5. <i>Du droit de passage et des aqueducs</i>	—
CHAP. 3. <i>Des servitudes établies par le fait de l'homme</i>	220

	Pages.
SECT. 1. <i>Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens</i> .	220
SECT. 2. <i>Comment s'établissent les servi- tudes</i>	225
SECT. 3. <i>Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due</i> . .	227
SECT. 4. <i>Comment les servitudes s'étei- gnent</i>	230
LOI TRANSITOIRE.	232

ERRATA

Page 144, ligne 8, *au lieu de terminés lisez déterminés.*
 » 229, » 6, *au lieu de Chapitre II lisez Chapi-
 tre III.*

LE CONSEIL D'ETAT
DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS

ORDONNE :

Le premier et le second livre du code civil en 565 articles de la République Canton du Valais seront soumis à la sanction du peuple, le 10 mai 1846.

Donné en Conseil d'Etat, à Sion, le 1^{er} avril 1846, pour être publié le 26 de ce mois dans toutes les communes du Canton.

Le Président du Conseil d'Etat:
G. de KALBERMATTEN.

Le Secrétaire d'Etat adjoint:
D^r B. BONVIN.

